



MINISTÈRE DES ARMÉES

Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général
pour l'administration

Service d'infrastructure de la Défense
Etablissement du Service d'infrastructure
de la Défense de Lyon
Division Gestion du Patrimoine
Bureau Protection de l'Environnement
Tel. : 04.37.27.23.07 / PNIA : 864.691.23.07

LYON, le 23/02/2023

N° 600741 /SID/ESID-LYN/DGP/BPE

NOTE

- OBJET** : **Traçabilité relative aux déchets produits par l'ESID de Lyon**
- REFERENCES** :
- 1) Livres V, titres IV des parties législatives et réglementaires du Code de l'environnement,
 - 2) Code de la Construction et de l'Habitation, Partie réglementaire Titre II Chapitre VI,
 - 3) Décision n° 604534/SID/ESID-LYN/DGP/BPE portant délégation de signature pour les documents relatifs à la traçabilité des déchets produits par l'ESID de Lyon,
 - 4) NEMO 2020/599 du 01/12/2020 relatif à la grille d'autocontrôle sur l'organisation et la gestion des déchets de l'ESID de Lyon,
 - 5) Directive métier relative à la prise en compte des déchets au sein du SID.

Le suivi des déchets générés par les activités du SID, l'optimisation de leur réutilisation ou leur valorisation, sont des actions majeures à mettre en œuvre afin de tendre vers une économie circulaire. Ainsi, la présente note a pour objectif de faire évoluer l'organisation relative à la traçabilité des déchets produits par l'ESID de Lyon, en tenant compte du retour d'expérience depuis son instauration en 2019. Les services ayant des activités générant des déchets sont directement concernés par ces nouvelles dispositions.

En matière de gestion des déchets, l'ESID de Lyon s'appuie plus particulièrement sur le bureau protection de l'environnement (BPE). Le BPE s'assure du respect des exigences réglementaires et des objectifs nationaux. Il comprend un réseau « gestion des déchets » composé d'un référent régional et de correspondants locaux, en antenne, que tous les acteurs peuvent solliciter. Les antennes BPE se tiennent à disposition des services pour conseil et assistance sur les parties techniques et réglementaires. Elles doivent être informées par les USIDs et les pôles des opérations d'infrastructure conduites sur leur périmètre d'action, afin de rendre compte à la direction de la bonne gestion des déchets au sein de l'ESID (traçabilité, réemploi, valorisation).

Un mémento synthétisant les actions à mettre en œuvre par les différents acteurs est fourni en annexe 1.

L'ingénieur général de 2^{ème} classe Jacques MASSOT
directeur de l'établissement du service d'infrastructure
de la défense de Lyon

DESTINATAIRES POUR ACTION :

- ✓ SDO-Sud Marseille
- ✓ Chef DI
- ✓ Chef DGP
- ✓ Chef SAI
- ✓ Chef DP
- ✓ Toutes USID (11)
- ✓ Tout PCO
- ✓ Tout PMO
- ✓ CRPE

DESTINATAIRES POUR INFORMATION :

- ✓ ESID Rennes/ CR.SSP
- ✓ DCSID/ SD3E

Sommaire

1.	GÉNÉRALITÉS	4
1.1.	Classification des déchets	5
1.2.	Tri obligatoire des déchets	6
1.2.1.	Tri à la source des 7 flux	6
1.2.2.	Mélange des déchets	7
1.2.3.	Interdiction du stockage des déchets non dangereux valorisables	7
1.3.	Type de stockage	9
1.4.	Responsabilité du producteur ou du détenteur	10
2.	TRAÇABILITÉ DES DÉCHETS	11
2.1.	Les bordereaux de suivi des déchets (BSD)	11
2.1.1.	Modalités de connexion à Trackdéchets	11
2.1.2.	Production des bordereaux de suivi de de déchets	11
2.1.3.	Signature des bordereaux de suivi de déchets	12
2.2.	Registre chronologique	12
3.	DÉCHETS PRODUITS PAR L'ESID DE LYON	14
3.1.	Périmètre des déchets produits par l'ESID de Lyon	15
3.2.	Grille d'autocontrôle relative à l'organisation et à la gestion des déchets de l'ESID de Lyon	15
3.3.	Déchets générés dans le cadre des contrats passés par l'ESID de Lyon	15
3.3.1.	Réalisation d'un Schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED)	15
3.3.2.	Opérations nécessitant un diagnostic PEMD au préalable	16
3.3.3.	Opérations d'infrastructure ne nécessitant pas de diagnostic PEMD	18
3.4.	Déchets générés par les autres activités du SID	18
3.5.	Cas particuliers	18
3.5.1.	Terres excavées et sédiments	18
3.5.2.	Terres excavées et sédiments sortant du statut déchet	18
3.5.3.	Déchets générés par une pollution	20

Annexe 1. Mémento relatif à la traçabilité des déchets produits à l'ESID de Lyon

Annexe 2. Codes des opérations d'élimination (D) et de valorisation (R)

Annexe 3. Définitions relatives aux déchets

Annexe 4. Procédure de gestion des Bordereaux de Suivi des Déchets sur Trackdéchets au sein de l'ESID de Lyon

Annexe 5. Recensement des types de déchets susceptibles d'être produits par l'ESID de Lyon

Annexe 6. Grille d'autocontrôle relative à l'organisation et à la gestion des déchets de l'ESID de Lyon

Annexe 7. Processus de réalisation du diagnostic Produits Equipements Matériaux Déchets (PEMD)

Annexe 8. Processus de sortie du statut déchet des terres excavées et sédiments

Annexe 9. Abréviations.

1. GÉNÉRALITÉS

La présente note a pour objet de rappeler les principes de la traçabilité des déchets au sein de l'ESID de Lyon. Il s'agit notamment du contrôle des actions réalisées sur les déchets, de leur production jusqu'à leur élimination, et de préciser les dispositions à respecter en matière de gestion et de traçabilité pour l'ESID de Lyon. Cette note ne s'applique pas aux déchets contenant des radionucléides et des substances pyrotechniques qui font l'objet de réglementations spécifiques.

Au sein de la division gestion du patrimoine, le BPE a pour mission d'assister le DIR.ESID dans son rôle d'exploitant d'installations pouvant avoir un impact sur l'environnement (ICPE, IOTA, EDCH, installations non classées), de piloter la fonction « eau-environnement » de l'ESID et d'apporter assistance et expertise au profit du commandement et des prescripteurs de l'établissement (divisions, services, bureaux et entités délocalisées) dans le domaine de la protection de l'environnement : installations classées, déchets, assainissement, biodiversité-espaces naturels, sites et sols pollués (SSP)... Le BPE apporte également conseil et assistance aux organismes soutenus.

En matière de traçabilité des déchets, le BPE soutient les organismes dans l'application des directives de la DCSID et du DIR.ESID.

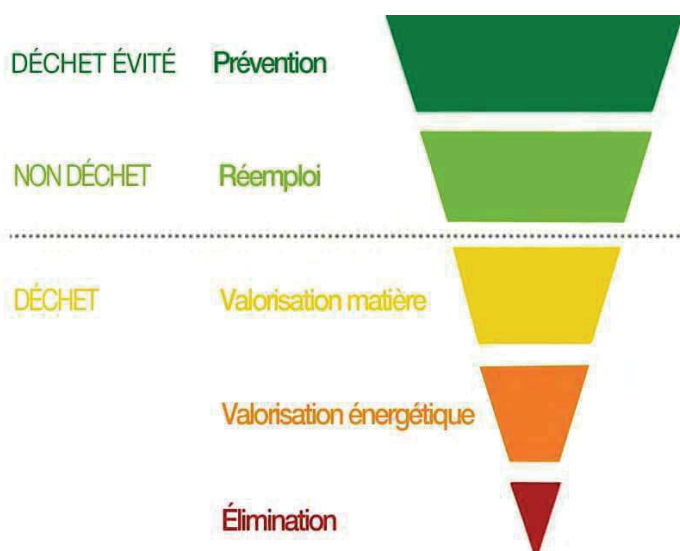
Nota 1: La présente note et les annexes associées sont mises à disposition des différents acteurs en version dématérialisée sur la communauté de travail du Bureau Protection de l'Environnement (BPE).

Nota 2: Le niveau de connaissance des notes permanentes mises en place par le bureau protection de l'environnement de l'ESID de Lyon est une des actions intégrées à la démarche de contrôle interne de l'ESID de Lyon.

Les principales dispositions à retenir sont rappelées dans un encadré rouge précédé de la mention : « **A RETENIR** »

Les dispositions du code de l'environnement (articles L.541-1 et L.125-1) développent les grands principes en matière de gestion des déchets :

- Prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets. Si ces actions ne peuvent pas être réalisées, respecter la hiérarchie des modes de traitement décrite ci-dessous :



- Gérer les déchets sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement ;
- Organiser le transport et le limiter en distance et en volume.

La gestion de ces déchets tant du point de vue du stockage, du transport, que de l'élimination, est strictement encadrée par la réglementation. Des codes spécifiques à la valorisation (R) et à l'élimination (D) permettent de distinguer ces opérations. Ces codes sont détaillés en annexe 2.

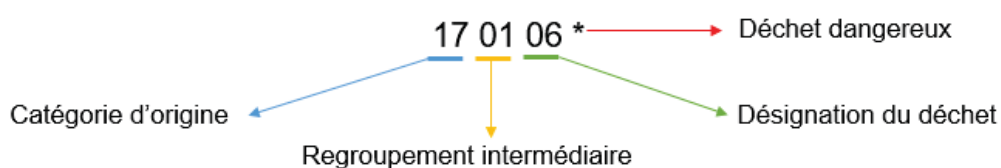
1.1. Classification des déchets

La nomenclature des déchets est une codification réglementaire établie au niveau européen (décision n°2000/532/CE de la commission du 3 mai 2000) qui permet d'identifier **chaque type de déchet par un code à six chiffres** faisant référence au secteur de production du déchet. Ce code est utilisé pour l'**identification du déchet** dans les Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD, voir § 2) ou tout autre documents officiels relatifs à la traçabilité des déchets.

Exemple :

Code : 17 01 06*

Dénomination : Mélanges ou fractions séparées de béton, briques (...) substances dangereuses



L'astérisque « * » apparaissant sur le code signal le caractère dangereux d'un déchet.

Selon le producteur du déchet, les déchets peuvent être divisés en deux classes : déchets ménagers, déchets d'activité économique.

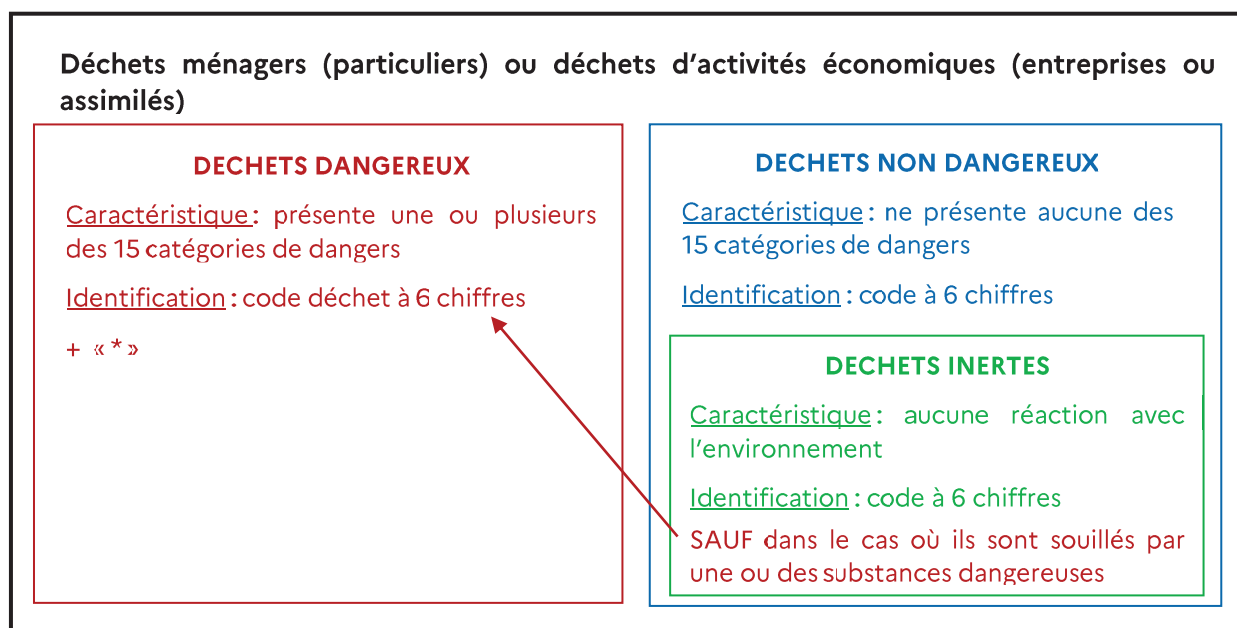
Selon les risques qu'ils présentent, les déchets peuvent être divisés en 2 catégories :

① Déchets dangereux

Nota: les déchets POP doivent faire l'objet d'une traçabilité identique à celle des déchets dangereux (bordereau de suivi de déchets).

② Déchets non dangereux (ancienne appellation déchets banals)

Nota: les déchets inertes sont des déchets non dangereux sauf s'ils ont été souillés par des substances dangereuses. Ils ont la particularité de ne pas réagir avec l'environnement.



Les définitions relatives aux déchets sont transmises en annexe 3.

A RETENIR

Pour les opérations susceptibles de générer des déchets, la priorité doit être donnée :

1. A la prévention et la réduction de la production et la nocivité des déchets,
2. A la Hiérarchisation des modes de traitement pour privilégier par ordre d'importance : la préparation en vue de la réutilisation, le recyclage, toute autre valorisation notamment la valorisation énergétique, l'élimination.

Nomenclature des déchets (code à 6 chiffres) :

- La classification des déchets est définie dans le code de l'environnement (décision n°2000/532/CE de la commission du 3 mai 2000),
- Chaque type de déchet est identifié par un code à 6 chiffres,
- Les déchets dangereux sont identifiés par un code à 6 chiffres suivi d'un astérisque (*),
- Le code déchets permet de renseigner les justificatifs d'enlèvement et de traitement des déchets (dont bordereaux de suivi des déchets réglementaires, voir §2.2.1).

1.2. Tri obligatoire des déchets

Sauf dérogation, les producteurs ou détenteurs de déchets « **industriels** » (issus des entreprises) doivent mettre en place un tri des déchets à la source¹ notamment pour **les 5 flux** : papier, métal, plastique, du verre et bois.

Le décret 2021-950 du 16 Juillet 2021 étend le tri à la source des 5 flux de déchets au tri à la source de **7 flux** pour les déchets non dangereux de construction et de démolition. Les nouveaux flux concernés par le tri sont :

- Les fractions minérales (béton, briques, tuiles et céramiques, pierres),
- Le plâtre.

Lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une **collecte séparée** des déchets est organisée.

L'intermédiaire de collecte, transport, négoce ou courtage délivre au producteur ou détenteur des déchets, chaque année avant le 31 mars, une attestation mentionnant la quantité et la nature des déchets de l'année précédente (Cf. art. D. 543-284 du code de l'environnement). Le modèle d'attestation est présenté en annexe 1 de l'arrêté du 21 décembre 2021 relatif à l'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 du code de l'environnement.

1.2.1. Tri à la source des 7 flux

L'obligation de tri des 7 flux concerne :

- Les producteurs ou détenteurs de déchets n'ayant pas recours aux services de collecte et de traitement des collectivités territoriales,
- Les producteurs ou détenteurs de déchets ayant recours aux services des collectivités territoriales produisant un volume de déchets (tous confondus) supérieur à 1100L/ semaine.

Le volume de déchets à considérer est l'addition des volumes de déchets desservis par le même prestataire, au sein d'une même emprise.

Nota : concernant les déchets de papier de bureaux ces dispositions sont applicables pour les implantations de plus de 20 personnes. Le nombre de personnes à considérer est l'addition du nombre de personnes desservies par le même prestataire, au sein d'une même emprise.

¹ Opération de séparation des différents flux de déchets

Les producteurs ou détenteurs de déchets de **construction et de démolition** effectuent une dérogation à cette obligation si au moins une des conditions suivantes est présente :

- Il est impossible d'affecter une surface de 40m² minimum pour le stockage des déchets,
- Le volume total de tout type de déchets générés sur la durée totale du chantier est inférieur à 10m³.

1.2.2.Mélange des déchets

Il est interdit de mélanger (art. L. 541-7-2 du code de l'environnement) :

- Des déchets dangereux de catégories différentes,
- De déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets.

Si le tri à la source n'est pas réalisable, une dérogation peut être effectuée pour conserver en mélange les déchets, à l'exception des déchets de plâtre, à condition que cela n'affecte en rien leur capacité à être traité conformément à la hiérarchie des modes de traitement².

L'autorité compétente ou le représentant de l'Etat peut exiger au producteur ou détenteur de déchets un audit réalisé par un tiers afin d'attester du respect des obligations mentionnées précédemment.

A RETENIR

Il est interdit :

- De brûler des déchets en plein air ou à l'aide d'un incinérateur individuel sans autorisation ;
- D'abandonner ou de pratiquer le dépôt sauvage des déchets dans un endroit non approprié ;
- De rejeter des déchets non conformes dans le réseau d'assainissement collectif ;
- De mélanger les catégories de déchets ensemble (dangereux, non dangereux, inertes).

Il est obligatoire de :

- Trier les déchets à la source, sauf dérogation ;
- Collecter séparément les 7 flux de déchets (papier, métal, plastique, verre, bois, fractions minérales et plâtre ;
- Réceptionner auprès de l'intermédiaire de collecte, transport, négoce ou courtage, avant le 31 mars de chaque année, une attestation concernant la quantité et la nature des déchets expédiés l'année précédente (modèle d'attestation présenté en annexe 1 de l'arrêté du 21 décembre 2021 relatif à l'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 du code de l'environnement).

1.2.3.Interdiction du stockage des déchets non dangereux valorisables

Le décret 2021-1199 du 16/09/2021 vise l'interdiction progressive de stockage des déchets non dangereux valorisables entre le 1^{er} janvier 2022 et le 1^{er} janvier 2030.

Les exploitants des installations de stockage des déchets non dangereux (ISDND) non inertes procéderont à un contrôle des déchets entrants afin de respecter les seuils d'acceptation des déchets qui leurs sont imposés par le décret.

² Par ordre de priorité : Préparation en vue d'une réutilisation, Recyclage, Toute autre valorisation (dont valorisation énergétique), Elimination

Pour les déchets non dangereux valorisables, hors ordures ménagères résiduelles, seront interdit les bennes ou tout autre contenant constitués, en masse, de déchets selon les seuils suivants :

Type de déchets (décision n°2000/532/CE de la commission du 3 mai 2000)	Seuil d'interdiction en ISDND				
	2022		2024	2025	
	>30%	>50%	>30%	>30%	>70%
1) Métal	X				
2) Plastique	X				
3) Bois	X				
4) Verre	X				
5) Fractions minérales inertes (béton, tuiles, briques, céramiques et pierres)	X				
6) Papier		X			
7) Plâtre		X			
8) Biodéchets		X	X		
9) Textile				X	
Ensemble des déchets 1 à 9					X

Nota : une exemption peut être attribuée pour les déchets non valorisables (se reporter au II de l'art. R541-48-3 du CE), et pour les déchets dont la réception est autorisée par un arrêté du représentant de l'Etat.

En cas d'élimination de ces déchets en installation de stockage et d'incinération des déchets non dangereux non inertes, le producteur transmet annuellement³ à l'exploitant une attestation sur l'honneur⁴ comportant :

- La liste de leurs obligations de tri,
- La description des éléments démontrant le respect de ces obligations, la liste des collectes séparées mises en place, et les consignes de tri associés.

Cette obligation s'applique pour les producteurs de déchets qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets.

La rédaction d'un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés incombe au producteur des déchets, ou à défaut au détenteur⁵. Ce rapport doit également être transmis à l'exploitant de l'installation de stockage des déchets non dangereux.

Les informations relatives au rapport annuel de caractérisation sont mentionnées dans l'annexe III de l'arrêté du 15 février relatif aux installations de stockage des déchets non dangereux.

³ Préalablement à la réception de tout déchets pour l'année en cours. Si les déchets sont apportés par un autre détenteur, l'attestation sur l'honneur est transmise lorsqu'ils sont apportés à l'installation.

⁴ L'attestation sur l'honneur doit être signée par le représentant légal du producteur.

⁵ Cette tâche peut être confiée à l'exploitant ou un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises.

A RETENIR

La loi Economie circulaire interdit progressivement l'enfouissement des déchets valorisables.

Elle impose au producteur ou détenteur des déchets souhaitant procéder à une élimination la justification du respect des obligations de tri à la source ou de collecte séparée.

Depuis le 1^{er} janvier 2022 :

- Sont interdit à l'élimination le chargement des bennes ou tout autre contenant constitués en masse de :
 - ✓ Plus de 30% de plastique, de métal, de verre, de bois, ou de fractions minérales inertes,
 - ✓ Plus de 50% de papier, de plâtre ou de biodéchets.
 Ces seuils seront plus restrictifs pour les années suivantes.
- Le producteur doit annuellement, en cas d'élimination de ces déchets en installation de stockage et d'incinération des déchets non dangereux non inertes, transmettre une attestation sur l'honneur à l'exploitant démontrant le respect de ses obligations de tri (obligations du producteur, liste des collectes séparées mises en place et consignes associées).

Le producteur réalise et transmet à l'exploitant un rapport annuel de caractérisation des déchets qu'il apporte dans l'installation.

1.3. Type de stockage

Selon la nature du déchet, les centres de stockage diffèrent. Les installations de stockage des déchets sont des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). A ce titre les déchets admissibles dans ces installations sont déterminés par :

- Les arrêtés de prescriptions générales,
- Les arrêtés d'autorisation d'exploiter spécifiques à chaque installation.

Libellé de l'installation	Ancienne dénomination
<u>Installation de stockage de déchets dangereux - ISDD</u> Rubrique ICPE N°2760-1-Régime d'autorisation	CET Classe 1
<p>Les déchets toxiques et dangereux doivent impérativement être séparés des autres déchets pour un traitement adapté.</p> <p>Pour être admis dans une ISDD, ils doivent satisfaire aux critères d'admissibilité fixés par l'arrêté d'autorisation de l'installation.</p> <p>Le producteur des déchets doit obtenir un certificat d'acceptation préalable (CAP) auprès de l'éliminateur du déchet dangereux afin de s'assurer qu'il puisse le prendre en charge puis vérifier que ce dernier possède les autorisations nécessaires pour traiter le déchet en question.</p> <p>Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.</p>	

Libellé de l'installation	Ancienne dénomination
<u>Installation de stockage de déchets non dangereux - ISDND</u> Rubrique ICPE N°2760-2-Régime d'autorisation	CET Classe 2
L'implantation de ces installations impose notamment des mesures de conception et de construction afin de prévenir les risques de pollution des eaux souterraines et des sols, ou de l'air (membranes d'étanchéités artificielles, captage des lixiviats...).	
Libellé de l'installation	Ancienne dénomination
<u>Installation de stockage de déchets inertes - ISDI</u> Rubrique ICPE N°2760-3-Régime d'enregistrement	CET Classe 3
<p>Réglementation :</p> <p>L'annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2014⁶ liste les déchets admissibles en ISDI sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable (béton, verre, tuiles...).</p> <p>Pour les autres déchets, l'exploitant de l'ISDI doit s'assurer que les déchets présentés pour le stockage respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II (à ce titre des analyses pourraient être demandées au producteur).</p> <p>Depuis le 1er juillet 2012, tous les matériaux de construction contenant de l'amiante y sont interdits. Les matériaux inertes peuvent être réutilisés en remblais, carrières voire incorporées dans certains ouvrages.</p>	

1.4. Responsabilité du producteur ou du détenteur

Tout producteur ou détenteur d'un déchet en est responsable. Il est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion conformément à la réglementation. Cette responsabilité s'étend jusqu'à l'élimination ou la valorisation finale du déchet.

Tout producteur ou tout détenteur de déchet est tenu de connaître les caractéristiques de son déchet. Cette caractérisation du déchet doit permettre au producteur ou au détenteur de connaître les propriétés du déchet, notamment s'il est dangereux ou non et de choisir le mode de gestion en conséquence.

Au MINARM, c'est la DTIE qui définit la politique relative aux déchets et tient à jour le registre ministériel de suivi des déchets, sur la base des registres transmis par les armées, directions et services (Cf. sous-partie 2.4).

⁶ Relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées

2. TRACABILITÉ DES DÉCHETS

L'antenne BPE de chaque périmètre géographique doit être informée par les services de toute opération d'infrastructure susceptible de générer des déchets, afin d'apporter conseils et soutien sur les procédures à respecter, les clauses à insérer dans les marchés.

La **traçabilité** des déchets (dont terres excavées et sédiments), est assurée grâce à deux éléments réglementaires :

- Le Bordereau de Suivi des Déchets (BSD),
- Le registre chronologique de suivi des déchets.

2.1. Les bordereaux de suivi des déchets (BSD)

Les BSD permettent de suivre toutes les étapes de gestion des déchets, de leur production au traitement final. Il existe différents types de BSD : amiante (BSDA), DASRI⁷ (BSDASRI), VHU⁸ (BSVHU), fluides frigorigènes (BSFF), dangereux⁹ (BSDD).

Afin de centraliser et uniformiser la gestion des déchets, **l'ESID de Lyon utilise** la plateforme **Trackdéchet**, depuis le 01/07/2022 pour la création des BSD¹⁰ et le suivi de ses **déchets dangereux comme non dangereux**. Cette plateforme a été créée par le Ministère de la Transition Ecologique dans le but de renforcer la traçabilité des déchets, et ainsi lutter contre les dépôts sauvages de déchets dangereux.

Sont exempt du suivi sur Trackdéchets :

- Les déchets générés par les régies, évacués en bennes mises à disposition sur site ou en déchèterie communales,
- Les déchets non dangereux des entreprises chargée de la maintenance, pour les déchets issus de l'exploitation courante.

L'organisation relative à Trackdéchets pour l'ESID de Lyon est définie en annexe 4.

2.1.1. Modalités de connexion à Trackdéchets

En tant qu'administrateur, le référent déchet de la portion centrale du BPE peut créer des comptes Trackdéchets pour les services ayant délégation de signature et les antennes BPE.

Les modalités de connexion sont les suivantes :

- Identifiant : il s'agit d'une adresse mail. Suite aux recommandations de la DTIE, des adresses fonctionnelles ont été mises en place afin de **préserver l'anonymat du personnel MINARM**. Au sein de l'ESID de Lyon, elles sont accessibles pour le personnel bénéficiant d'une décision de la délégation de signature des BSD (cf. document de 3^{ème} référence). **Le nom du personnel ne doit pas apparaître sur les BSD.**
- Mot de passe : définit par le chef de service, ou son suppléant.

Seules les personnes bénéficiant de la délégation de signature ont le droit d'accès à Trackdéchets.

2.1.2. Production des bordereaux de suivi de déchets

Sur Trackdechets, les BSD peuvent être produits par :

- Le producteur (ESID de Lyon),
- L'entreprise de désamiantage, pour les BSDA¹¹,

⁷ Déchets d'Activité de Soins à Risque Infectieux

⁸ Véhicule Hors d'Usage

⁹ Le formulaire utilisé pour les déchets dangereux est aussi utilisé pour les déchets non dangereux

¹⁰ La structure du BSD généré sur Trackdéchets est différente de celle du BSD sous format papier (CERFA)

¹¹ Bordereaux de Suivi de Déchets d'amiante

- Le transporteur,
- L'installation de destination.

Au sein de l'ESID de Lyon, les BSD doivent être produits, par ordre de priorité, par les acteurs suivants :

BSDA	Autre BSD¹²
1. Entreprise de désamiantage, 2. Titulaire du marché de travaux ou transporteur des déchets, 3. Producteur (ESID de Lyon) : cas exceptionnel.	1. Titulaire du marché de travaux ou transporteur des déchets, 2. Producteur (ESID de Lyon) : cas exceptionnel.

Les BSD peuvent être produits sur place depuis un outil informatique (smartphone ou tablette) professionnel prévu à cet effet (à charge du prestataire) ou créés en amont de l'enlèvement des déchets (à minima 5 jours).

Afin que les BSD de chaque service puissent être distingués sur Trackdéchets, la trame de renommage suivante doit être respectée :

« Nom du service- code immeuble- nom chantier »

A titre d'exemple : « USID CCN- 110069001D –démolition BT 004 »

Concernant les BSDA, le numéro d'identification Trackdéchets doit être fourni au producteur par le prestataire, en attendant une éventuelle possibilité de renommage.

Nota : pour les terres excavées et sédiments, des champs spécifiques apparaissent sur le BSD (n° de parcelle, identifiant terrain, références d'analyses...). Afin d'assurer la traçabilité de ces déchets, ces champs doivent être renseignés.

L'antenne BPE est informée de la création de BSD sur son périmètre géographique.

2.1.3. Signature des bordereaux de suivi de déchets

Les BSD peuvent être signés le jour même de l'enlèvement des déchets, ou en amont, depuis le compte Trackdéchets du signataire.

Les services ayant une activité générant des déchets procèdent à la **vérification des BSD avant signature**.

L'installation effectuant la valorisation ou l'élimination des déchets dangereux dispose d'un mois après réception des déchets pour compléter le BSD.

2.2. Registre chronologique

Depuis le 1er juillet 2012, l'ensemble des acteurs de la gestion des déchets, des terres excavées et sédiments, ont l'obligation de tenir un registre chronologique (article R.541-43 du code de l'environnement). Ce registre est conservé au moins trois ans, et comprend diverses informations relatives à la gestion des déchets (date d'enlèvement, quantités, type de traitement, informations relatives au transporteur...).

¹² DASRI, VHU, fluides frigorigènes, dangereux (Le formulaire utilisé pour les déchets dangereux est aussi utilisé pour les déchets non dangereux)

Le contenu du registre chronologique est mentionné dans l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavés et sédiments.

Le registre chronologique des déchets de l'ESID de Lyon est assuré via Trackdéchets, car tous les BSD créés sur la plateforme sont, dès l'expédition du déchet, automatiquement recensés.

Le BPE réalise chaque année un bilan sur la production et la gestion des déchets de l'ESID de Lyon. La répartition de déchets dangereux/non dangereux, les quantités produites, la nature, et les difficultés rencontrées sont analysées. Des axes d'efforts et les actions à mettre en œuvre, en vue d'améliorer la gestion des déchets, sont proposés à l'issue du bilan.

A RETENIR

Afin de centraliser et uniformiser la gestion des déchets, l'ESID de Lyon utilise la plateforme « Trackdéchets », depuis le 01/07/2022 pour les déchets dangereux comme non dangereux. Les BSD sont créés et suivis sur cette plateforme, et le registre chronologique est automatiquement alimenté par la plateforme.

L'organisation relative à Trackdéchets pour l'ESID de Lyon est définie en annexe 4.

Suite à la recommandation de la DTIE, des adresses fonctionnelles ont été créées pour assurer l'anonymat du personnel MINARM lors de la signature des BSD. **Le nom du personnel ne doit pas apparaître sur les BSD.**

L'accès à la plateforme Trackdéchets n'est autorisée que pour le personnel ayant délégation de signature, et pour le personnel BPE pour tout soutien.

Les BSD sont créés, par ordre de priorité :

- Par le prestataire*,
- Par le producteur, en **cas exceptionnel**.

**Pour un BSD, Titulaire du marché ou transporteur. Pour un BSDA, l'entreprise de désamiantage.*

Les BSD de chaque service respectent la trame de renommage suivante :

« Nom du service- code immeuble- nom chantier »

Nota : pour les terres excavées et sédiments, des champs spécifiques apparaissent sur le BSD (n° de parcelle, identifiant terrain, références d'analyses...). Afin d'assurer la traçabilité de ces déchets, ces champs doivent être renseignés.

L'antenne BPE est informée de la création de BSD sur son périmètre d'action.

Les services ayant une activité générant des déchets procèdent à la **vérification des BSD avant signature.**

L'installation effectuant la valorisation ou l'élimination des déchets dangereux dispose d'un mois après réception des déchets pour compléter le BSD.

3. DÉCHETS PRODUITS PAR L'ESID DE LYON

Chaque année, le secteur du bâtiment et des travaux public (BTP) génère 255¹³ millions de tonnes de déchets en France, soit, près de ¾ des déchets produits en France.

Les déchets d'opérations d'infrastructure constituent aujourd'hui un enjeu majeur tant au niveau national que pour le SID.

L'essentiel de ces déchets est minéral et inerte (briques, béton, tuiles, céramiques, verre, terre, pierres et cailloux provenant de sites non pollués). Le réemploi ou la valorisation de ces déchets permet d'économiser des ressources épuisables issues de carrières et de limiter les impacts environnementaux qui y sont liés. C'est un gisement potentiel de matières premières à valoriser.

Parmi les autres déchets du BTP, on trouve des déchets non dangereux (bois, plastiques, métaux...) et des déchets dangereux (amiante, terres excavées polluées, solvants, peintures...). Chaque année 10 millions de tonnes de déchets non dangereux issus de l'industrie, comme les mâchefers, les laitiers ou les sables de fonderie pourraient être valorisés dans les travaux publics.

Consciente de ces enjeux, l'Europe impose, à travers la directive cadre déchets de 2008, le réemploi, le recyclage et la valorisation des déchets du BTP à hauteur de 70% en poids depuis 2020. Cet objectif a été retranscrit dans la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV) du 17 août 2015.

Les déchets du bâtiment et des travaux publics proviennent des chantiers sous maîtrise d'ouvrage publique (Etat, collectivité locale) ou privée (entreprises, particulier). La gestion de ces déchets varie selon de nombreux critères (type de bâtiment, nature des déchets, personnel sur le chantier, lieu du chantier...). Traiter ce type de déchets est primordial : le secteur du bâtiment représente environ 19% de la production des déchets du BTP, soit 42 millions de tonnes par an, l'équivalent de la quantité annuelle de déchets produits par les ménages.

Face à ce constat, la loi AGE¹⁴ n°2020-105 prévoit la mise en place d'une filière à responsabilité élargie du producteur (REP). Cette filière permettra notamment de :

- Renforcer le maillage des points de collecte accessibles sur le territoire (installation de nouvelles déchèteries professionnelles) ;
- Apporter une solution contre les dépôts sauvages du bâtiment (reprise gratuite des déchets en déchèteries lorsqu'ils sont triés) ;
- Développer le réemploi, la réutilisation et le recyclage de ces déchets.

A RETENIR

Pour les déchets du bâtiment :

- Objectif prévu par la loi TECV : réemploi, recyclage et valorisation des déchets du BTP à hauteur de 70% en poids à partir de 2020,
- Création d'une filière à responsabilité élargie du producteur (REP) permettant la reprise gratuite des déchets triés du bâtiment pour 2023 grâce au développement du maillage des points de collecte.

¹³ Source : Fédération Française du bâtiment

¹⁴ Loi AGE : anti-gaspillage et économie circulaire du 10/02/2020

3.1. Périmètre des déchets produits par l'ESID de Lyon

Un tableau de recensement du type de déchets susceptibles d'être générés par les services est joint en annexe 5 de cette note. Il sera mis à jour régulièrement en fonction des données remontées par les producteurs (services). Ce tableau permettra aux USID et pôles de retrouver rapidement les informations relatives aux déchets : rubrique, catégorie et type de justificatif à émettre pour assurer la traçabilité locale du déchet.

Le tableau ci-dessous synthétise les cas dans lesquels l'ESID de Lyon ou un autre organisme assure la traçabilité des déchets.

TRAÇABILITÉ ASSURÉE PAR L'ESID	TRAÇABILITÉ NON ASSURÉE PAR L'ESID
<ul style="list-style-type: none"> - Installation classée (IC) exploitée par l'ESID, - Opérations d'infrastructure (notamment lors de déconstruction ou de rénovation), - Marchés de maintenance du SID (Ex : marché relatif à l'entretien des séparateurs d'hydrocarbures, des bacs à graisse et des fosses septiques), - Pour les régies si remises à un prestataire autre que les déchetteries communales <p>Nota : chaque déchetterie communale définit son fonctionnement. Il est nécessaire de se rapprocher des collectivités pour connaître les conditions de reprise des déchets.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Installation classée (IC) non exploitée par le SID, - Déchets non dangereux des entreprises chargée de la maintenance, pour les déchets issus de l'exploitation courante, - Déchets évacués en bennes mises à disposition sur site ou en déchèterie communales,

3.2. Grille d'autocontrôle relative à l'organisation et à la gestion des déchets de l'ESID de Lyon

Afin d'optimiser l'organisation et la gestion des déchets produits par l'ESID de Lyon dans le cadre des marchés de maintenance et de travaux, une **grille d'autocontrôle**, insérée en Annexe 6, a été diffusée en décembre 2020 à tous les acteurs concernés.

Cette grille permet de travailler sur la conception des marchés afin de prendre en compte les actions à mettre en place en termes d'organisation mais aussi de rédaction de marchés, et ainsi d'assurer une meilleure traçabilité des déchets.

3.3. Déchets générés dans le cadre des contrats passés par l'ESID de Lyon

3.3.1. Réalisation d'un Schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED)

Le schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED) décrit l'organisation technique de la gestion des déchets. Non réglementaire, il s'agit d'un document dans lequel sont précisément décrites les mesures prises pour une bonne gestion des déchets (responsable « déchets », tri prévu, logistique, traçabilité, filières de valorisation ou d'élimination...).

Le SOGED est donc un document de référence à tous les intervenants du chantier et traite spécifiquement de la gestion des déchets. Pour l'ESID de Lyon, ce document est remis par le titulaire du marché de travaux.

Conformément aux exigences de la DTIE (voir note de 5^e référence), le SOGED doit être intégré dans tous les marchés supérieurs à 1M€, afin d'aider les sites à améliorer le réemploi.

Il appartient au maître d'ouvrage de fixer les objectifs environnementaux qu'il souhaite atteindre et au maître d'œuvre de les mettre en application vis-à-vis des entreprises, en particulier via un dossier de consultation des entreprises (DCE) imposant un SOGED.

3.3.2. Opérations nécessitant un diagnostic PEMD au préalable

En 2023, la DTIE recensera les diagnostics PEMD (Produits Equipements Matériaux Déchets) réalisés sur le périmètre de chaque ESIDs. Les antennes BPE doivent être informées de toute opération de démolition ou de rénovation sur leur périmètre, et réceptionner les diagnostics réalisés.

La loi 2020-105 du 10 février 2020 dite loi anti-gaspillage et économie circulaire (AGEC) fait **évoluer le diagnostic déchets vers un diagnostic PEMD**. Ce nouveau diagnostic PEMD porte sur les produits de construction, les équipements constitutifs du bâtiment, les matériaux et les déchets issus des travaux de démolition ou rénovation significative.

L'objectif est d'éviter le statut de déchets aux matériaux pouvant être réemployés ou réutilisés et ainsi les orienter vers les meilleures solutions de valorisation. **Il est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2022¹⁵.**

En référence au décret 2021-872 du 30 juin 2021, **les opérations de démolition ou rénovation significatives de bâtiments**, concernées par le diagnostic PEMD sont les suivantes (Art R. 126-8 du Code de la Construction et de l'Habitation) :

- Celles dont la surface cumulée de plancher de l'ensemble des bâtiments d'une même opération de travaux est supérieure à 1000m²,
- Celles concernant au moins un bâtiment ayant accueilli une activité agricole, industrielle ou commerciale et ayant été le siège d'une utilisation, d'un stockage, d'une fabrication ou d'une distribution d'une ou plusieurs substances classées comme dangereuses.

Les définitions relatives à la démolition et à la rénovation significative figurent à l'article R. 126-9 du Code de la construction et de l'habitation.

Pour la réalisation du diagnostic le maître d'ouvrage fait appel à un professionnel de la construction indépendant de toute entreprise susceptible d'effectuer les travaux (Art R. 126-12 du Code de la Construction et de l'Habitation). La maître d'ouvrage demande la preuve de ses compétences au professionnel réalisant le diagnostic, et s'assure que ce dernier ai souscrit à une assurance dont la garantie ne peut être inférieur à 300 000 euros par sinistre, et 500 000 euros par année d'assurance.

Le diagnostic se réalise préalablement :

- Au dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme si l'opération y est soumise,
- Au dépôt des demandes de travaux pour un ERP¹⁶,
- A l'acceptation des devis, ou à la passation des marchés dans les autres cas.

Le maître d'ouvrage transmet ce diagnostic préalablement à l'acceptation des devis ou à la passation des marchés relatifs aux travaux de démolition ou de rénovation significative :

- Aux personnes physiques ou morales susceptibles de concevoir ou de réaliser ces travaux,
- Aux autorités compétentes,
- A l'antenne BPE de son périmètre géographique.

L'Annexe 7 reprend dans un logigramme le processus de réalisation du diagnostic PEMD.

¹⁵ Le diagnostic PEMD s'applique aux démolitions et rénovations significatives pour lesquelles la date de dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme ou de travaux ou, à défaut, la date d'acceptation des devis ou de passation des marchés relatifs aux travaux de démolition et de rénovation significative, est postérieure au 1er janvier 2022.

¹⁶ Etablissement Recevant du Public

Ce diagnostic devra fournir les éléments relatifs au diagnostiqueur, les déchets (type, quantités) générés par l'opération et les possibilités de réemplois/ valorisation envisagées, la gestion de ces déchets et les éléments ayant permis la réalisation de ce diagnostic. Contenu du diagnostic est détaillé à l'article R. 126-11 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Pour rappel, les déchets dangereux comme non dangereux sont gérés sur Trackdéchets. Pour les déchets non dangereux n'ayant pas été gérés sur Trackdéchets, les justificatifs d'enlèvement et de traitement de ces derniers sont transmis au maître d'ouvrage par l'entreprise de travaux.

Les services transmettent ces justificatifs d'enlèvement et de traitement des déchets à l'antenne du BPE de leur périmètre géographique.

A l'issue des travaux de démolition, le maître d'ouvrage est tenu d'établir un formulaire de récolement relatif aux PEMD réemployés ou destinés à l'être et aux déchets issus de ces travaux. Ce formulaire est à transmettre aux autorités compétentes dans un délai de 90 jours.

A RETENIR

Le diagnostic déchet a évolué vers un **diagnostic : produits, équipements matériaux, déchets (PEMD)**. Ce nouveau **diagnostic** vise la gestion des PEMD issus des travaux de démolition et de rénovation significative.

Il doit être réalisé **préalablement** au dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme, ou à défaut, au dépôt des demandes de travaux pour un ERP. Dans d'autres cas, il est réalisé préalablement à l'acceptation des devis ou de passation des marchés.

Le diagnostic **PEMD est obligatoire si l'opération répond aux critères suivants :**

Opération	Caractéristiques	Conditions pour la réalisation du diagnostic PEMD
Rénovation significative	Cf art R. 126-9 du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH)	Selon l'art R. 126-8 du CCH : La surface cumulée de plancher de l'ensemble des bâtiments d'une même opération de travaux est supérieure à 1000m² ,
Démolition		ou Au moins un bâtiment a accueilli une activité de fabrication, de stockage, de distribution ou d'utilisation d'une ou plusieurs substances dangereuses.

Le maître d'ouvrage doit :

- Faire appel à un professionnel **indépendant** de toute entreprise susceptible de réaliser les travaux pour la réalisation de ce diagnostic ;
- Faire réaliser le diagnostic et le transmettre aux autorités compétentes ainsi qu'à l'antenne BPE de son périmètre géographique ;
- Assurer la traçabilité des déchets générés lors des opérations de démolition ou rénovation significative (Cf. partie 2) ;
- Etablir, à l'issue des travaux, un **formulaire de récolement** relatif aux PEMD et aux déchets issus des travaux et le transmettre aux autorités compétentes dans un délai de 90 jours.

L'autorité compétente n'a pas encore été désignée pour le ministère des Armées. Les consignes relatives à l'application prochaine de ce décret au MINARM seront transmises par la DTIE.

Le processus de réalisation du diagnostic PEMD est décrit en annexe 7.

3.3.3. Opérations d'infrastructure ne nécessitant pas de diagnostic PEMD

Pour les travaux non concernés par le diagnostic PEMD (construction, rénovation et démolition de bâtiments), de nouvelles mesures issues de la loi 2020-105 du 10/02/2020 visent à renforcer la traçabilité des déchets et à contribuer à la lutte contre les dépôts sauvages.

Ces mesures sont :

- L'obligation de faire figurer dans les devis de travaux les modalités d'enlèvement et de gestion des déchets générés, ainsi que les coûts associés (art. L. 541-21-2-3 et D. 541-45-1.-I du Code de l'Environnement);
- La création d'un bordereau de dépôt (art. L541-21-2-3 du Code de l'Environnement). La **traçabilité** de tous types de déchets étant **assurée au sein de l'ESID de Lyon via Trackdechets**, ce document n'est pas à réceptionner.

3.4. Déchets générés par les autres activités du SID

Les marchés de maintenance des installations ou des réseaux sur les emprises génèrent des déchets. Leur traçabilité doit être assurée au niveau du registre de l'ESID ou au niveau des exploitants des installations classées (exploitant autre que l'ESID).

3.5. Cas particuliers

3.5.1. Terres excavées et sédiments

Les terres excavées et sédiments ne prennent pas le statut déchet lorsqu'ils sont réutilisés (réutilisation sous conditions¹⁷) sur le site même de leur excavation. **Dans les autres cas**, en tant que déchets, la traçabilité relative à leur enlèvement et leur traitement doit être assurée (Cf. §2.1) et **les champs spécifiques apparaissant sur le BSD (n° de parcelle, identifiant terrain, références d'analyses...) doivent être renseignés.**

Nota 1: Site d'excavation des terres : emprise des travaux ou, le cas échéant, à l'emprise foncière placée sous la responsabilité de l'exploitant de l'ICPE, dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées de maximum 30km entre l'emplacement de leur excavation et l'emplacement de leur utilisation au sein de l'emprise (Art. R. 541-43-1.-III du Code de l'Environnement).

Nota 2: Site d'excavation des sédiments : l'emprise de dragage et des berges du cours d'eau (Art. R. 541-43-1.-III du Code de l'Environnement).

L'antenne BPE doit être informée des opérations générant des terres et sédiments excavés sur son périmètre géographique.

3.5.2. Terres excavées et sédiments sortant du statut déchet

Depuis le 4 juin 2021, les critères de sortie du statut de déchet des terres excavées et sédiments sont fixés par arrêté¹⁸. Cet arrêté fait référence à des **guides** publiés par le Ministère de la Transition Ecologique, qui définissent **les obligations sur la qualité des terres excavées et sédiments, ainsi que sur les usages autorisés** pour une certaine qualité. Ces obligations sont à respecter pour mettre en œuvre la sortie du statut déchet des matériaux terres excavées et sédiments. Si la qualité et l'usage prévu des terres excavées et sédiments ne sont pas compatibles avec les modalités définies par le Ministère de la Transition Ecologique, ces derniers conservent leur statut déchet.

¹⁷ Matériaux compatibles avec l'usage du site, non considérés comme source de pollution concentrée au sens de la méthodologie sites et sols pollués. Attention particulière à porter en cas de présence de substances organiques (se référer au chargé d'environnement)

¹⁸ Arrêté du 04/06/2021 fixant les critères de sortie du statut déchets pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue de l'utilisation en génie civil ou en aménagement

L'antenne BPE doit être informée des opérations d'infrastructure ayant lieu sur son périmètre d'action.

Divers acteurs interviennent durant le processus de sortie du statut déchet :

Acteurs	Rôle
Personne réalisant la préparation	Responsable de : La conformité administrative de la sortie du statut déchet, La conformité technique de la sortie du statut déchet. Dans le cas de l'ESID de Lyon il s'agira du prestataire de terrassement s'il en a la compétence, ou d'un prestataire à part. Elle emploie le personnel compétent mentionné ci-après.
Personnel compétent	Chargé : Des contrôles, et des analyses des matériaux, Du traitement des déchets. Donc, des vérifications techniques. Il est également amené à réaliser des vérifications administratives sur la sortie du statut déchet des matériaux. Dans le cas de l'ESID de Lyon , il réalisera des vérifications techniques et administratives. Ce personnel justifie d'une formation au processus de sortie du statut de déchet, et aux opérations de préparation (contrôle, transformation des déchets...).
Maître d'ouvrage	Commanditaire des travaux et producteur des déchets, il vérifie que les prestataires mentionnés ci-dessus agissent conformément à la réglementation. Dans le cas du MINARM , il s'agira de l'ESID si les travaux sont réalisés sous sa conduite d'opération.
Aménageur	Personne qui utilise les terres.

La personne réalisant la préparation, applique un système de gestion de la qualité, qui doit être contrôlé par un tiers accrédité¹⁹ tous les 3 ans. Elle réalise un contrat de cession avec l'aménageur des terres, et conserve tous les justificatifs attestant du respect des critères relatifs à la sortie du statut déchet pendant 10 ans.

Les déchets pouvant faire l'objet d'une sortie du statut de déchets sont mentionnés en annexe I de l'arrêté du 04/06/2021.

Les terres et sédiments excavés non dangereux peuvent sortir du statut de déchet si elles n'altèrent pas la qualité des milieux, des écosystèmes et des ressources en eau au droit du site receveur, et si les exigences administratives et techniques contrôlées par le personnel compétent sont respectées.

*Nota : Si les terres ou les sédiments ne sont pas conformes aux critères de qualité, un traitement ou criblage, concassage, peut être effectué mais **le mélange des terres est interdit !***

Si le site de préparation est différent du site producteur, la personne réalisant la préparation effectue un contrôle à l'admission. Elle vérifie :

- L'existence d'une information préalable²⁰,
- La présence des BSD ou autre document relatif au transfert des déchets,
- La quantité de déchets,
- La conformité des déchets reçus vis à vis à l'information préalable.

¹⁹ NF EN ISO 14001 dans le domaine d'activité correspondant à la sortie du statut de déchet

²⁰ Si nécessaire, résultats de la procédure de levée de doute ou de la caractérisation des matériaux, le code déchet correspondant, la caractérisation en lien avec les guides du Ministère de la Transition Ecologique ou toute autre réglementation pertinente

Les terres excavées ou sédiments ne sont pas considérés comme des déchets s'ils sont réutilisés au sein de l'emprise (voir nota 1 §3.5.1), et sous réserve d'un traitement en cas de pollution. La traçabilité des terres excavées et sédiments restant obligatoire, qu'elles aient ou non le statut déchet, un registre chronologique doit être établi (Cf. §2.4).

Le processus de sortie du statut déchet des terres excavées et des sédiments est décrit en annexe 8.

La personne réalisant l'opération de valorisation d'un volume supérieur ou égal à 500m³ de matériaux se doit de conserver un échantillon représentatif de chaque lot jusqu'au contrôle effectué par le tiers accrédité. Les échantillons doivent également être réalisés si les matériaux sont extraits d'un site où une activité humaine historique pouvant générer une pollution, ou spécificité géologique, est connue. Ils sont conservés durant 3 ans minimum après la date de statut de fin de déchet du lot. Des photographies détaillées des articles sont conservées comme preuve de qualité.

Un arrêté du 21/12/2021 fixe les critères de sortie du statut de déchet pour les aménagements constitués de déblais de terres naturelles excavées et gérées au sein d'un grand projet d'aménagement ou d'infrastructure.

A RETENIR

La **traçabilité** des terres excavées et sédiments extraits de leur emplacement d'origine et non utilisés sur le site même de leur excavation est obligatoire. Cette traçabilité est assurée par l'utilisation de Trackdéchets.

La sortie du statut déchet n'est réalisable que si la qualité et l'usage prévu des terres excavées et sédiments sont compatibles avec les modalités définies par le Ministère de la Transition Ecologique.

Acteurs	Rôle
Personne réalisant la préparation	Responsable de la conformité technique (caractérisation et contrôles des terres excavées et sédiments, emploi d'un personnel compétent) et administrative (système de gestion de la qualité, contrat de cession avec l'aménageur) de la sortie du statut déchets
Personnel compétent	Chargé des contrôles/ analyses des matériaux, et du traitement des déchets si nécessaires. Effectue des vérifications techniques et administratives sur le processus de sortie du statut déchet.

Les déchets pouvant faire l'objet d'une sortie du statut de déchets sont mentionnés en annexe I de l'arrêté du 04/06/2021.

Les documents relatifs à la sortie du statut déchet sont conservés par la personne réalisant la préparation pendant 10 ans. Les pôles en réceptionnent une copie et la transmettent à l'antenne BPE de leur périmètre géographique.

L'annexe 8 reprend le processus de sortie du statut déchet des terres excavées et des sédiments.

3.5.3. Déchets générés par une pollution

La traçabilité réglementaire de ces déchets sera assurée par l'organisme à l'origine de la pollution.

Dans le cas où la pollution provient d'une installation du SID, l'antenne du BPE concernée assure la traçabilité conformément aux dispositions de la présente note.

Annexe 1 :

**Mémento relatif à la
traçabilité des déchets
produits par l'ESID de
Lyon**

1. Actions à mettre en œuvre par les différents acteurs

PILOTES	ACTIONS	REFERENCES
Service ayant des activités générant des déchets	Assurer la traçabilité des déchets (bordereaux de suivi des déchets, registre), dont terres et sédiments excavés *, dangereux comme non dangereux via Trackdéchets, en se connectant grâce l'adresse fonctionnelle prévue à cet effet. Seuls les délégataires de signature des BSD et le BPE ont l'autorisation d'accéder à cette plateforme. <i>*Nota : Les terres, les sédiments ne prennent pas le statut déchet lorsqu'ils sont réutilisés (réutilisation sous conditions¹) sur le site même de leur excavation. En cas d'évacuation en tant que déchets, des champs spécifiques apparaissent sur le BSD (n° de parcelle, identifiant terrain, références d'analyses...). Ces champs doivent être renseignés.</i>	<u>Note</u> : § 2, 3.1, 3.5.1 et 3.5.2 <u>Annexes</u> : 4
	S'assurer du respect des obligations en matière de gestion des déchets : <ul style="list-style-type: none"> - Prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets. Si ces actions ne peuvent pas être réalisées, respecter la hiérarchie des modes de traitement (préparation en vue de la réutilisation, recyclage, tout autre valorisation ; notamment énergétique ; l'élimination), - Assurer la traçabilité des déchets dangereux/non dangereux sur Trackdéchets, - Faire réaliser un Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets par le titulaire des marchés supérieurs à 1M€, - Assurer le tri 7 flux des matériaux sur les chantiers (papier, métal, plastique, verre, bois, fractions minérales, plâtre), - Réceptionner auprès de l'intermédiaire de collecte, transport, négoce ou courtage, avant le 31 mars de chaque année une attestation concernant la quantité et la nature des déchets expédiés l'année précédente. 	<u>Note</u> : § 1
	Faire réaliser un diagnostic PEMD² pour les opérations d'infrastructure concernant les démolitions ou rénovations significatives³ , avant le dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme ou de travaux, et l'acceptation des devis ou la passation des marchés. Le diagnostic est obligatoire dans les cas où les opérations de démolition ou rénovation significative répondent aux critères suivants (Art R.126-8 du Code de la Construction et de l'Habitation) : <ul style="list-style-type: none"> - Celles dont la surface cumulée de plancher de l'ensemble des bâtiments d'une même opération de travaux est supérieure à 1000m², - Celles concernant au moins un bâtiment ayant accueilli une activité agricole, industrielle ou commerciale et ayant été le siège d'une utilisation, d'un stockage, d'une fabrication ou d'une distribution d'une ou plusieurs substances classées comme dangereuses. 	Note : § 3.3.1

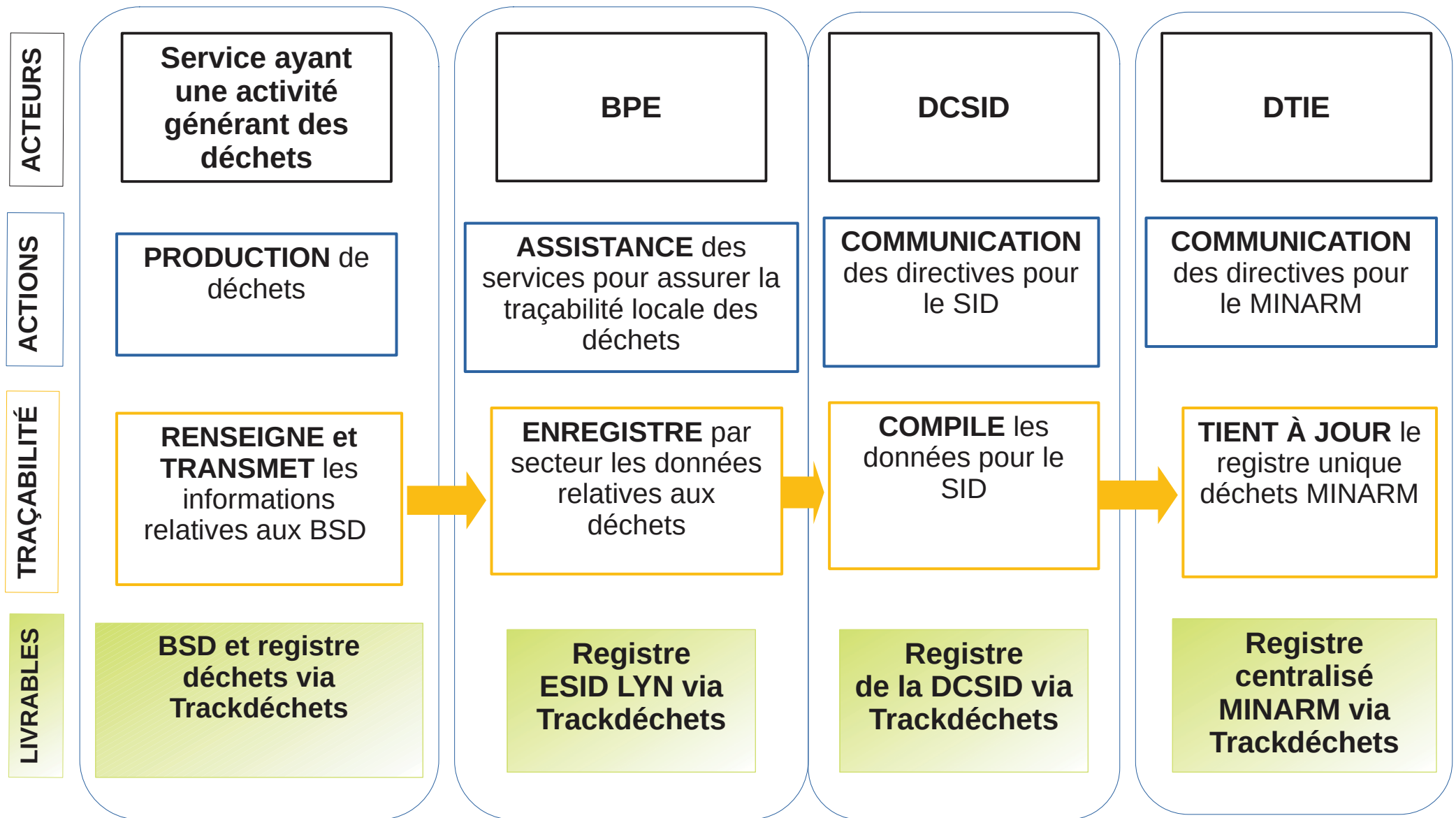
¹ Matériaux compatibles avec l'usage du site, non considérés comme source de pollution concentrée au sens de la méthodologie SSP. Attention particulière à porter en cas de présence de substances organiques (se référer au chargé d'environnement)

² Produits, équipements, matériaux, déchets

³ Cf. art. R. 126-9 du Code de la construction et de l'habitation

PILOTES	ACTIONS	REFERENCES
Service ayant des activités générant des déchets	Dans le cadre des opérations d'infrastructure non concernées par le diagnostic PEMD (y compris construction) : Inclure les mentions « déchets » dans les devis de travaux (modalité de gestion, coûts, quantités...),	<u>Note</u> : § 3.3.2
	Tenir l'antenne BPE informée de toute opération générant des déchets sur son périmètre d'action, y compris lorsqu'une pollution provient d'une installation du SID.	<u>Note</u> : § 3.5.3
Régies	Assurer via Trackdéchets la traçabilité des déchets générés, sauf dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Les déchets générés par les régies, évacués en bennes mises à disposition sur site ou en déchèterie communales, - Les déchets non dangereux des entreprises chargée de la maintenance, pour les déchets issus de l'exploitation courante. 	<u>Note</u> : § 2, 3.1
SAI	Mettre à jour la « matrice achats » et les clauses « vertes » en cas d'évolution de la réglementation ou de l'organisation. Diffuser l'information aux prescripteurs afin de s'assurer que la gestion des déchets soit prise en compte dans le choix des titulaires de marchés publics.	/
SDO + DP+ DI	Dans le cadre des projets , prendre en compte les obligations en matière de gestion des déchets (tri des matériaux, Trackdéchets, diagnostic PEMD, devis de travaux mentionnant la gestion des déchets).	<u>Note</u> : § 3.3.1
Antennes BPE	Mettre un place une organisation interne permettant d'assurer un suivi exhaustif et régulier des BSD générés sur Trackdéchets pour leur périmètre d'action (communication, renommage...).	/
	Accompagner les délégataires de signature des BSD dans l'utilisation de Trackdéchets conformément à l'organisation mise en place pour l'ESID de Lyon, et veiller au respect des procédures définies dans la note.	<u>Note</u> : §2 <u>Annexe</u> : 4
	Accompagner les délégataires de signature dans la vérification et la création, si nécessaire, des BSD sur Trackdéchets.	<u>Note</u> : § 2
	Dans le cas où une pollution provient d'une IC du SID, se tenir informé de l'état de gestion des déchets générés par l'évènement.	<u>Note</u> : § 3.5.3
BPE portion centrale	Assurer la veille réglementaire sur la thématique déchets auprès des antennes BPE et des services producteurs de déchets.	/
	Création/ suppression des comptes Trackdéchets et assistance auprès des antennes BPE sur la plateforme.	/
	Réalisation chaque année du bilan déchets de l'ESID de Lyon.	<u>Note</u> : 2.2
	Les exploitants des installations classées produisant des déchets fournissent annuellement à l'autorité compétente une déclaration annuelle sur la nature, les quantités, le traitement réalisé, et la destination ou l'origine de ces déchets.	<u>Note</u> : § 2

Annexe 1 : Logigramme - Missions des acteurs



Annexe 2 :

**Codes des opérations
d'élimination (D) et de
valorisation (R)**

Annexe 2 : codes des opérations d'élimination (D) et de valorisation (R)

Liste des opérations d'élimination	
D1	Dépôt sur ou dans le sol (par exemple, mise en décharge, etc.)
D2	Traitement en milieu terrestre (par exemple, biodégradation de déchets liquides ou de boues dans les sols, etc.)
D3	Injection en profondeur (par exemple, injection des déchets pompables dans des puits, des dômes de sel ou des failles géologiques naturelles, etc.)
D4	Lagunage (par exemple, déversement de déchets liquides ou de boues dans des puits, des étangs ou des bassins, etc.)
D5	Mise en décharge spécialement aménagée (par exemple, placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement, etc.)
D6	Rejet dans le milieu aquatique sauf l'immersion
D7	Immersion, y compris enfouissement dans le sous-sol marin
D8	Traitement biologique non spécifié ailleurs dans la présente annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés numérotés D 1 à D 7 et D 9 à D 12
D9	Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs dans la présente annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés numérotés D 1 à D 8 et D 10 à D 12 (par exemple, évaporation, séchage, calcination, etc.)
D10	Incinération à terre
D11	Incinération en mer
D12	Stockage permanent (par exemple, placement de conteneurs dans une mine, etc.)
D13	Regroupement préalablement à l'une des opérations numérotées D 1 à D 12
D14	Reconditionnement préalablement à l'une des opérations numérotées D 1 à D 13
D15	Stockage préalablement à l'une des opérations numérotées D 1 à D 14 (à l'exclusion du stockage temporaire, avant collecte, sur le site de production)

Liste des opérations de valorisation	
R1	Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie
R2	Récupération ou régénération des solvants
R3	Recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants (y compris les opérations de compostage et autres transformations biologiques)
R4	Recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques
R5	Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques
R6	Régénération des acides ou des bases
R7	Récupération des produits servants à capter les polluants
R8	Récupération des produits provenant des catalyseurs
R9	Régénération ou autres réemplois des huiles
R10	Épandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie
R11	Utilisation de déchets résiduels obtenus à partir de l'une des opérations numérotées R 1 à R 10
R12	Échange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations numérotées R 1 à R 11
R13	Stockage de déchets préalablement à l'une des opérations numérotées R 1 à R 12 (à l'exclusion du stockage temporaire, avant collecte, sur le site de production)

Annexe 3 :
Définitions relatives
aux déchets

Le tableau ci-après reprend les termes généraux se rapportant aux déchets.

	Définitions	Références au code de l'environnement
Déchet	« Toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire. »	Article L.541-1-1
Déchet ultime	« Est ultime ... un déchet qui n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. »	Article L.541-2-1
Abandon	« Est réputé abandon tout acte tendant, sous le couvert d'une cession à titre gratuit ou onéreux, à soustraire son auteur aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour son application.»	Article L.541-3-III
Responsabilité élargie des producteurs (REP)	C'est l'obligation pour le fabricant (producteur, importateur et distributeur) d'un produit de financer sa fin de vie. Plusieurs filières pollueurs-payeurs existent.	Article L.541-10
Tri des déchets	Le tri à la source se définit comme l'ensemble des opérations réalisées sur des déchets qui permettent de les séparer des autres déchets et de les conserver séparément, par catégories, en fonction de leur type et de leur nature.	Article D. 543-279
Collecte séparée	C'est une collecte dans le cadre de laquelle un flux de déchets est conservé séparément en fonction de son type et de sa nature afin de faciliter un traitement spécifique.	Article R. 541-49-1
Producteur de déchets	« Toute personne dont l'activité produit des déchets (producteur initial des déchets) ... » → Le <u>producteur du déchet</u> est celui qui est à l'origine du déchet. Autrement dit, dès lors qu'une personne abandonne ou souhaite abandonner un bien meuble au sens du code de l'environnement, il devient producteur du déchet. <i>Nota : Le producteur porte le double statut de producteur de déchets et de détenteur de déchet.</i>	Article L.541-1-1
Détenteur de déchets	« Détenteur de déchets ou toute autre personne qui se trouve en possession des déchets » → Le détenteur de déchets est celui qui a un moment ou à un autre, se voit remettre le déchet, au sein du circuit de gestion des déchets. Il s'agit donc de tous les intervenants : le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, les entreprises, les transporteurs, les installations de stockage. C'est à l'ensemble de cette chaîne que revient la responsabilité de gérer le traitement et l'élimination des déchets.	Article L.541-2
Maître d'ouvrage	C'est la personne pour laquelle un projet est mis en œuvre. Acronyme : MOA. Il s'agira de l'ESID lorsque des travaux sont réalisés à son profit (installation dont il est exploitant), ou si les travaux sont réalisés par l'USID.	/

	Définitions	Références au code de l'environnement
Responsabilité du producteur /détenteur de déchets	« Toute personne qui produit ou détient des déchets dans des conditions de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, à dégrader les sites ou les paysages, à polluer l'air ou les eaux, à engendrer des bruits et des odeurs et, d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement, est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination conformément aux dispositions du présent chapitre, dans des conditions propres à éviter lesdits effets. »	Article L.541-1-1
Obligation de traçabilité des déchets	« Les personnes qui produisent, importent, exportent, traitent, collectent, transportent... sont tenues de fournir à l'administration toute information concernant l'origine, la nature, les caractéristiques ; les quantités, la destination et les modalités d'élimination des déchets qu'elles produisent, remettent à un tiers ou prennent en charge. » → L'ensemble des intervenants dans le circuit de gestion des déchets est tenu d'assurer la traçabilité des déchets.	Article L.541-7
Déchets ménagers	Tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur est un ménage. La gestion des déchets ménagers relève de la responsabilité des collectivités territoriales, dans le cadre du service public de gestion des déchets	Article R.541-8
Déchets d'activité économique	Tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur initial n'est pas un ménage (entreprises, artisans et commerçants, services publics, établissements de santé, services tertiaires, établissements recevant du public...).	Article R.541-8
Déchets dangereux	Il s'agit des déchets qui présentent une ou plusieurs des 15 propriétés de danger définies au niveau européen : inflammables, toxiques, dangereux pour l'environnement, etc. Les déchets dangereux font l'objet de règles de gestion particulières en raison des risques particuliers d'impact environnement et sanitaire associés à leur manipulation. Ils sont signalés par un astérisque dans la liste des déchets de l'annexe II de l'article précédemment cité (exemples : anticorrosif, adjuvant, anti rouille, siccatif, détergent, peinture, bois de pose ou de dépose traités...).	Article R541-8
Déchets non dangereux	Il s'agit des déchets qui ne présentent aucune des 15 propriétés de danger définies au niveau européen. Les règles de gestion sont plus souples que pour les déchets dangereux. Il s'agit par exemple de biodéchets, de déchets de verre ou de plastique, de bois, etc. Tout déchet qui ne présente aucune des propriétés qui rendent un déchet dangereux.	Article R.541-8
Déchets inertes	Parmi les déchets non dangereux, ce sont des déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine.	Article R.541-8

	Il s'agit en majorité de déchets provenant du secteur du bâtiment et des travaux publics (déchets de béton, de briques, de tuiles, etc.).	
	Définitions	Références au code de l'environnement
Déchets de polluants organiques persistants (POP)	<p>Tout déchet constitué, contenant ou contaminé par l'une ou plusieurs des substances figurant sur la liste de l'annexe IV du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants, et dont la teneur en cette ou ces substances est égale ou supérieure aux limites de concentration fixées par ladite annexe ». Leur traçabilité est identique à celle des déchets dangereux (BSD).</p> <p>A titre d'exemple, quelques substances chimiques reconnues polluants organiques persistants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Insecticides : aldrine, chlordane, DDT, dieldrine, endrine, heptachlore, mirex, toxaphène ✓ Fongicide : hexachlorobenzène ✓ Produits chimiques industriels (polychlorobiphényles) utilisés dans la fabrication des équipements électriques <p>Sous-produits dont la production n'est pas intentionnelle (issus de processus industriel, de dégradation ou de combustion) tels que les dioxines ou les furannes, les hydrocarbures chlorés utilisés dans les applications industrielles comme l'isolation de transformateurs et de condensateurs, les additifs de peintures et aux plastiques (PCB)</p>	Article R .541-8
Biodéchets	Tout déchet non dangereux biodégradable de jardin ou de parc, tout déchet non dangereux alimentaire ou de cuisine issu notamment des ménages, des restaurants, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que tout déchet comparable provenant des établissements de production ou de transformation de denrées alimentaires.	Article L. 541-8

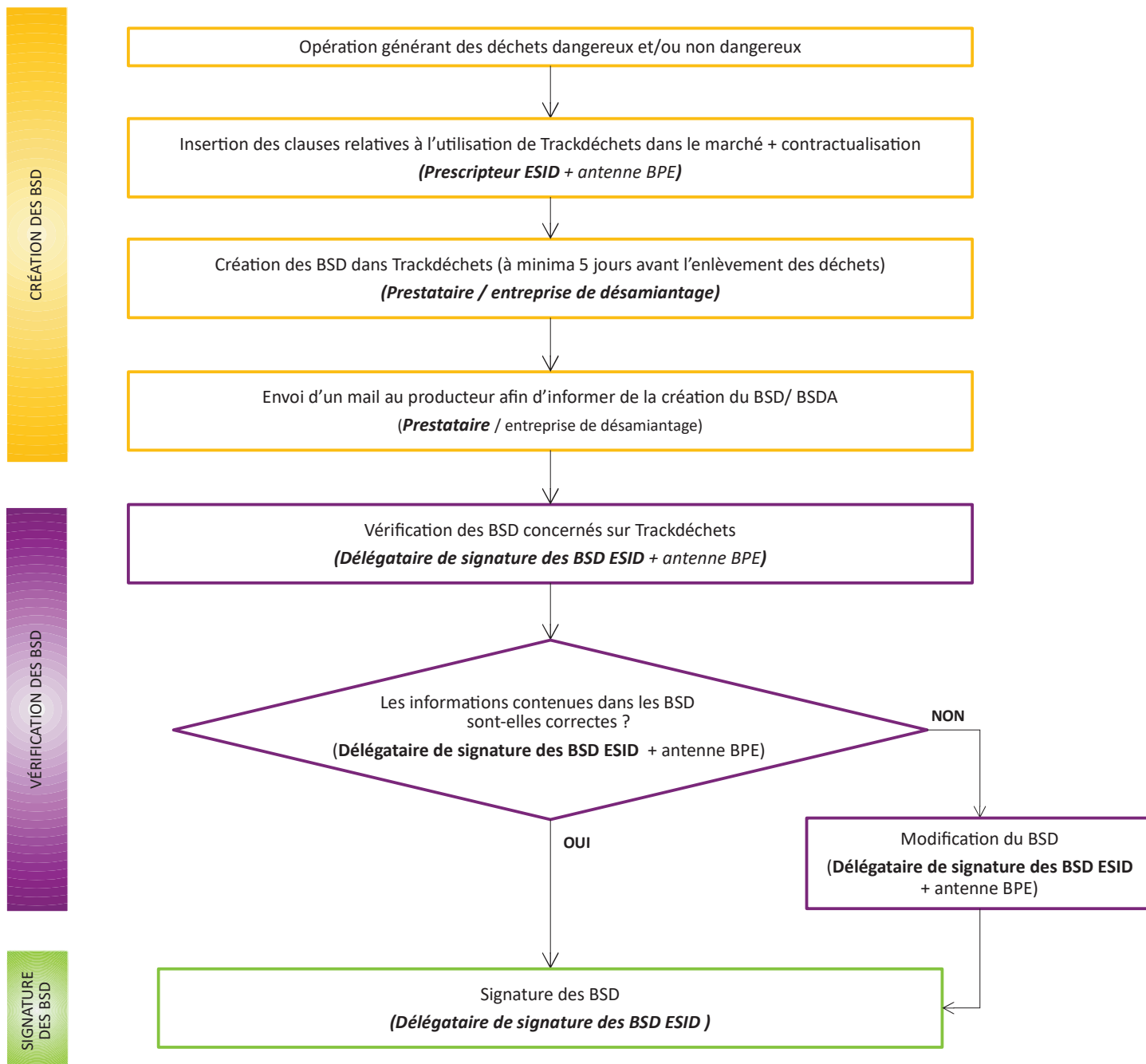
Annexe 4 :

**Procédure de gestion
des Bordereaux de
Suivi des Déchets
(BSD) sur
Trackdéchets au sein
de l'ESID de Lyon**

Annexe 4 : Procédure de gestion des Bordereaux de Suivi des Déchets (BSD) sur Trackdéchets au sein de l'ESID de Lyon

Au sein de l'ESID de Lyon, les déchets dangereux comme non dangereux (dont inertes) doivent être gérés sur Trackdéchets. Selon le type de déchets générés. Il existe différents types de BSD : amiante (BSDA), Déchets d'Activité de Soins à Risque Infectieux (BSDASRI), Véhicule Hors d'Usage (BSVHU), fluides frigorigènes (BSFF), dangereux (BSDD). A noter que BSDD est aussi utilisé pour les déchets non dangereux.

La procédure de gestion des BSD diffère au moment de leur création, s'il s'agit d'un BSDA.



Légende :

(XXXX + xxx) : Pilote + contributeurs
ESID : Service d'Infrastructure de la Défense
BPE : Bureau Protection Environnement
BSD : Bordereaux de Suivi des Déchets
Prescripteur ESID : Personnel de l'ESID responsable de la réalisation conforme de l'opération
Prestataire : Titulaire du marché de travaux ou transporteur

Annexe 5 :

**Recensement des
types de déchets
susceptibles d'être
produits par l'ESID de
Lyon**

Annexe 5 : recensement des types de déchets susceptibles d'être produits par l'ESID de Lyon

A. Déchets hors construction/démolition

Lieu de production	Domaine	Dénomination du déchet	Rubrique (code à 6 chiffres)	Catégorie du déchet ⁽¹⁾	Justificatif d'enlèvement ⁽²⁾	Description de la nomenclature
Régie	Electricité	Plastique	20 01 39	ND	Bon d'enlèvement	Chutes de matières plastiques issues de la maintenance et de la réparation d'équipements électriques
		Ferraille	20 01 40	ND	Bon d'enlèvement	Rebuts métalliques issus de la maintenance et de la réparation d'équipements électriques
		Cartons	15 01 01	ND	Bon d'enlèvement	Cartons d'emballage d'équipements électriques
		Ampoules, diodes	20 01 99	*	BSD	DEL et ampoules à filament
		Néons	20 01 21	*	BSD	Tubes fluorescents d'éclairage
		Accumulateurs BAES	16 06 02	*	BSD	Accumulateurs Ni-Cd pour blocs autonomes d'éclairage de sécurité
		Verre	20 01 02	ND	Bon d'enlèvement	Verre des hublots d'éclairage
	Peinture	Solvants	14.06.03	*	BSD	Autres solvants et mélanges de solvants
		Reste de peinture	08.01.99	ND	Bon d'enlèvement	Déchets non spécifiés ailleurs
	Menuiserie	Vernis	08 01 11	*	BSD	Déchets de peintures et vernis contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses
		Vernis	08 01 12	ND	Bon d'enlèvement	Déchets de peintures ou vernis autres que ceux visés à la rubrique 08 01 11
		Colle	08 04 09	*	BSD	Déchets de colles et mastics contenant des solvants organiques ou d'autres substances dangereuses
		Colle	08 04 10	ND	Bon d'enlèvement	Déchets de colles et mastics autres que ceux visés à la rubrique 08 04 09
	Réparation	Aérosols	16 05 04	*	BSD	Gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses
Chaufferie	Exploitation Maintenance	Bidons souillés	15 01 10	*	BSD	Bidons vides de produits chimiques pour la piscine (algicide, floc, nettoyeur, acide, base)
		Scorie	10 01 01	ND	Bon d'enlèvement	Mâchefers, scories et cendre sous chaudière (autres que ceux visées à la rubrique 10 01 04)
		Cendres	10 01 04*	*	BSD	Cendres volantes et cendres sous chaudière d'hydrocarbures
		Déchets ramonage	20 01 41	ND	Bon d'enlèvement	Déchet provenant du ramonage de cheminée
		Emballages plastiques	15 01 02	ND	Bon d'enlèvement	Emballages en matière plastique
Séparateurs	Marché de collecte	Déchets solides	13 05 01	*	BSD	Déchets solides provenant de dessableurs et de séparateurs eau/ hydrocarbures
		boues de séparateurs	13 05 02	*	BSD	Boues provenant de séparateurs eau/hydrocarbures
		boues de déshuileurs	13 05 03	*	BSD	Boues provenant de déshuileur
		hydrocarbures	13 05 06	*	BSD	Hydrocarbures provenant de séparateurs eau/ hydrocarbures
		eau mélangée à des hydrocarbures	13 05 07	*	BSD	Eau mélangée à des hydrocarbures provenant de séparateurs eau/ hydrocarbures
		mélanges de déchets	13 05 08	*	BSD	Mélange de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs
Station d'épuration	Exploitation Maintenance	Déchets des dégrilleurs	19 08 01	ND	Bon d'enlèvement	Déchets de dégrillage
		Déchets de dessablage	19 08 02	ND	Bon d'enlèvement	Déchets de dessablage
		Boues	19 08 05	ND	Bon d'enlèvement	Boues provenant du traitement des eaux usées urbaines
		Résine échangeuses d'ions	19 08 06*	*	BSD	Résines échangeuses d'ions saturées ou usées
		Déchets du système de membrane avec métaux lourds	19 08 08*	*	BSD	Déchets provenant des systèmes à membrane contenant des métaux lourds
Fosses septiques	Marché de collecte	boues	20 03 04	ND	Bon d'enlèvement	Boues de fosses septiques
Bac à graisse	Marché de collecte	Huile alimentaire	20 01 25	ND	Bon d'enlèvement	Huiles et matières grasses alimentaires
EDCH	Exploitation	Charbon actif usé	19 09 04	ND	Bon d'enlèvement	Charbon actif usé
		Résines échangeuses d'ions	19 09 05	ND	Bon d'enlèvement	Résines échangeuses d'ions saturées ou usées

Lieu de production	Domaine	Dénomination du déchet	Rubrique (code à 6 chiffres)	Catégorie du déchet(1)	Justificatif d'enlèvement(2)	Description de la nomenclature
Buttes de tir	Purges des buttes	Sables/terres des buttes de tir	17 05 03	*	BSD	Terres et cailloux contenant des substances dangereuses <i>Nota</i> : Lors de la journée SSP du 2/12/2020, il a été évoqué une convention nationale depuis 2017 entre le SID et le BRGM. Signée en juillet 2020, une convention fille a pour objectif de définir un échantillon représentatif des sables des buttes de tir et définir un traitement (en vue d'un déclassé). Les sables ont la particularité d'être chargés en métaux et métalloïdes (Pb, Zn, Cu, Sb). Une seconde convention fille traitera de la détection des objets enterrés par méthodes géophysiques.
			17 05 04	ND	Bon d'enlèvement	Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03
Jardins et parcs	Déchets d'administration (fraction collectée séparément)	Terres et pierres	20 02 02	ND	Bon d'enlèvement	Terres et pierres
Bâtiment	Protection incendie	Détecteur incendie Paratonnerre		radioactifs	Attestation de reprise	Règlementation spécifique

Nota :

Le recensement des déchets produits par l'ESID de Lyon sera mis à jour régulièrement en fonction des données remontées par les producteurs. Cette action permettra aux producteurs de retrouver rapidement les informations relatives au déchet : rubrique, catégorie et type de justificatif à émettre pour assurer la traçabilité locale du déchet.

LEGENDE

(1) Catégorie du déchet :	ND = non dangereux	« * » = dangereux	
(2) justificatif d'enlèvement :	Bon d'enlèvement pour les déchets non dangereux	BSD = bordereau de suivi de déchet (CERFA 12571*01) pour les déchets dangereux	BSDA=Bordereau de suivi des déchets dangereux contenant de l'amiante

B. Déchets de construction et de démolition (y compris déblais provenant de sites contaminés)

17 01 BETON, BRIQUES, TUILES ET CERAMIQUES			
17 01 01	ND	Bon d'enlèvement	Béton
17 01 02	ND	Bon d'enlèvement	Briques
17 01 03	ND	Bon d'enlèvement	Tuiles et céramiques
17 01 06	*	BSD	Mélange ou fractions séparées de béton, briques, tuiles et céramiques contenant des substances dangereuses
17 01 07	ND	Bon d'enlèvement	Mélange de béton, briques, tuiles et céramiques autres que ceux visés à la rubrique 17 01 06
17 02 BOIS, VERRE ET MATIERES PLASTIQUES			
17 02 01	ND	Bon d'enlèvement	bois
17 02 02	ND	Bon d'enlèvement	Verre
17 02 03	ND	Bon d'enlèvement	Matières plastiques
17 02 04	*	BSD	Bois, verre et matières plastiques contenant des substances dangereuses ou contaminés par de telles substances
17 03 MELANGES BITUMINEUX, GOUDRON ET PRODUITS GOUDRONNES			
17 03 01*	*	BSD	Mélanges bitumeux contenant du goudron
17 03 02	ND	Bon d'enlèvement	Mélanges bitumeux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01
17 03 03*	*	BSD	Goudron et produits goudronnés
17 04 METAUX (Y COMPRIS LEURS ALLIAGES)			
17 04 01	ND	Bon d'enlèvement	Cuivre, bronze, laiton
17 04 02	ND	Bon d'enlèvement	Aluminium
17 04 03	ND	Bon d'enlèvement	Plomb
17 04 04	ND	Bon d'enlèvement	Zinc
17 04 05	ND	Bon d'enlèvement	Fer et acier
17 04 06	ND	Bon d'enlèvement	Etain
17 04 07	ND	Bon d'enlèvement	Métaux en mélange
17 04 09	*	BSD	Déchets métalliques contaminés par des substances dangereuses
17 04 10	*	BSD	Câbles contenant des hydrocarbures, du goudron ou d'autres substances dangereuses
17 04 11	ND	Bon d'enlèvement	Câbles autres que ceux visés à la rubrique 17 04 10
17 05 TERRE (Y COMPRIS DEBLAIS PROVENANT DE SITES CONTAMINES), CAILLOUX ET BOUES DE DRAGAGE			
17 05 03	*	BSD	Terres et cailloux contenant des substances dangereuses
17 05 04	ND	Bon d'enlèvement	Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03
17 05 05	*	BSD	Boues de dragage contenant des substances dangereuses
17 05 06	ND	Bon d'enlèvement	Boues de dragage contenant des substances dangereuses
17 05 07	*	BSD	Ballast de voie contenant des substances dangereuses
17 05 08	ND	Bon d'enlèvement	Ballast de voie ne contenant pas des substances dangereuses
17 06 MATERIAUX D'ISOLATION ET MATERIAUX DE CONSTRUCTION CONTENANT DE L'AMIANTE			
17 06 01	*	BSDA	Matériaux d'isolation contenant de l'amiante
17 06 03	*	BSDA	Autres matériaux d'isolation à base de ou contenant des substances dangereuses
17 06 04	ND	Bon d'enlèvement	Matériaux d'isolation autre que ceux visés aux rubriques 17 06 01 et 17 06 03
17 06 05	*	BSDA	Matériaux de construction contenant de l'amiante
17 08 MATERIAUX DE CONSTRUCTION A BASE DE GYPSE			
17 08 01	*	BSD	Matériaux de construction à base de gypse contaminées par des substances dangereuses
17 08 02	ND	BSD	Matériaux de construction à base de gypse autres que ceux visés à la rubrique 17 08 01
17 09 AUTRES DECHETS DE CONSTRUCTION ET DE DEMOLITION			
17 09 01	*	BSD	Déchets de construction/démolition contenant du mercure
17 09 02	*	BSD	Déchets de construction/démolition contenant des PCB (mastics, sols à base de résines, double vitrage, condensateurs ..)
17 09 03	*	BSD	Autres déchets construction/démolition (y compris en mélange) contenant des substances dangereuses
17 09 04	ND	Bon d'enlèvement	Déchets de construction et de démolition en mélange autres que ceux visés aux rubriques 17 09 01, 17 09 02 et 17 09 03

LEGENDE

ND = non dangereux

Bon d'enlèvement pour les déchets non dangereux

« * » = dangereux

BSD = bordereau de suivi de déchet (CERFA 12571*01)
pour les déchets dangereuxBSDA=Bordereau de suivi des déchets
dangereux contenant de l'amiante

Annexe 6 :

Grille d'autocontrôle

relative à

l'organisation et à la

gestion des déchets de

l'ESID de Lyon

1. Grille d'autocontrôle relative à l'organisation et la gestion des déchets de l'ESID de Lyon

Responsabilité du producteur/détenteur de déchet (article L 541-2 du code de l'environnement)

Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'assurer ou de faire assurer la gestion de ses déchets, conformément à la réglementation. Il est responsable jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. La traçabilité des opérations réalisées sur ses déchets permet au producteur/détenteur de prouver l'élimination conforme de ses déchets.

Ainsi, au sein du MINARM, le maître d'ouvrage, en tant que producteur, se doit d'assurer la gestion des déchets conformément aux réglementations en vigueur (tri, séparation des flux, collecte., etc.) et récupérer les justificatifs d'enlèvement et de traitement de ses déchets.

La grille ci-après permet de réaliser un autocontrôle en matière de d'organisation et de gestion des déchets au niveau du périmètre géographique concerné. Elle comprend des actions d'une part, organisationnelles, et d'autre part, plus spécifiques concernant les différents marchés (Cf. partie 2). Le but d'assurer la conformité et la traçabilité des opérations réalisées sur les déchets.

2. Marchés divers à prendre en compte pour la gestion des déchets

Le SID a sous sa responsabilité la réalisation d'infrastructures et la conduite d'actions de maintenance de diverses installations, pour lesquelles il établit des marchés de maintenance et de travaux. Ces différentes opérations génèrent des déchets qui doivent faire l'objet d'une traçabilité en matière d'enlèvement et de traitement. Le bilan déchets de l'année 2019 a montré que la source principale des déchets de l'ESID de Lyon est constituée par les chantiers. Il est donc nécessaire de prévoir des clauses dans les marchés de l'ESID de Lyon pour assurer une bonne gestion des déchets.

Le BPE a répertorié à minima les marchés concernés :

- Déconstructions/rénovations (béton, briques, tuiles, bois, verre, matières plastiques, mélanges bitumineux, métaux, terres, matériaux d'isolation...),
- maintenance des décanteurs, SHC¹, fosses septiques, bacs à graisse,
- Maintenance des réseaux d'assainissement et de certaines cuves,
- Maintenance des installations de combustion (scories, cendres, déchets issus du ramonage des cheminées...),
- Maintenance des STEU ou déversoirs d'orage (déchets de dégrillage, déchets de dessablage, boues, résines échangeuses d'ions, déchets des systèmes de membrane...),
- Maintenance des installations d'eau destinée à la consommation humaine (déchets de filtration, charbon actif usé, résines échangeuses d'ions, boues...),
- Changement des installations contenant des radionucléides (paratonnerres, détecteurs ioniques...),
- Maintenance des purges de buttes de tirs.

¹ Séparateurs d'hydrocarbures

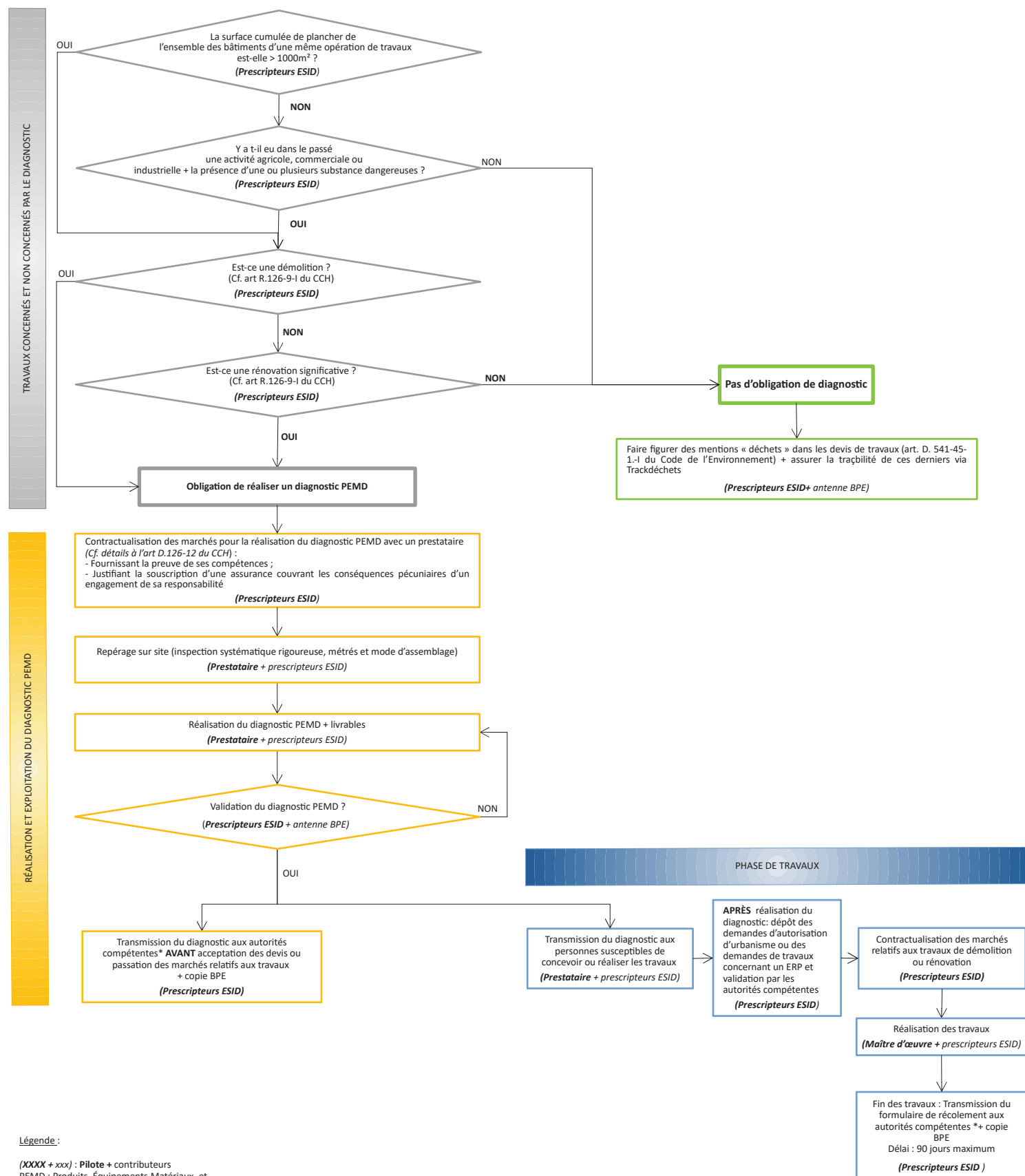
Grille d'autocontrôle relative à l'organisation et la gestion des déchets				
N°	Les actions suivantes sont-elles réalisées ?	Oui	Non	Explications
1	La gestion des déchets dans le périmètre du service fait l'objet d'une formalisation et d'actions de communication définissant l'organisation dans le périmètre géographique concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cette formalisation (note, séance d'information ou tout autre support) est nécessaire afin d'optimiser la traçabilité des opérations réalisées sur les déchets suivis par l'ESID de Lyon.
2	Les marchés en cours/ à venir contiennent des clauses relatives à la bonne gestion des déchets (tri, traçabilité, hiérarchie des modes de traitement, etc...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'antenne BPE peut accompagner les prescripteurs dans la rédaction de ces clauses, afin que ces puissent être adaptées aux spécificités de l'opération.
3	Les clauses relatives aux déchets incluent les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> Utilisation de la plateforme Trackdéchets pour assurer la traçabilité des déchets dangereux comme non dangereux ; Renommage des BSD réalisés sur Trackdéchets sous le format suivant (à titre d'exemple) « USID CCN- code immeuble- nom chantier » ; Obligation de tri sur le chantier ; Respect de la hiérarchie des modes de traitement ; Réutilisation ou valorisation des terres excavées si l'opération en produit ; Transmission de la photocopie des récépissés de déclaration en cours de validité (date limite), délivrés par la préfecture, pour les prestataires effectuant le transport de déchets ; Obligation de préciser la destination finale des déchets sur les justificatifs ; Transmission de la photocopie de l'arrêté préfectoral d'autorisation et des éventuels agréments relatifs aux activités de tri, regroupement, valorisation, traitement des prestataires réalisant ces opérations ; Insertion de pénalités en cas de non-respect des obligations relatives au tri et à la traçabilité des déchets produits. 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des clauses relatives à Trackdéchets à insérer dans les marchés ont été rédigés par BPE et SAI. Contacter l'antenne BPE pour les obtenir. Le renommage des BSD sur Trackdéchets est impératif , afin de distinguer rapidement les déchets gérés par les différents services. Le producteur est responsable de son déchet jusqu'à la fin du traitement du déchet et doit en assurer la traçabilité (la DCSID et la DTIE ont accès au compte Trackdéchets de l'ESID de Lyon). Il est donc demandé d'inclure tous ces points concernés par l'opération dans les différents marchés. <u>Références réglementaires :</u> Article R. 541-50 du CE ² : détention d'un récépissé de déclaration de transport de déchet Article R. 541-45 du CE : émission d'un BSD pour les déchets dangereux Article R541-78 du CE: sanctions pénales Décret 2021-950 du 16 Juillet 2021 relatif au tri des 7 flux de déchets Sans préjudice des peines prévues au 3° et au 10° de l'article L. 541-46, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe : 4° Le fait, pour les personnes soumises aux obligations prévues à l'article R. 541-45, de ne pas émettre, compléter ou envoyer le bordereau de suivi des déchets ou de ne pas aviser les autorités dans les cas prévus au même article et à l'article R. 541-47.
4	Les bordereaux de suivi des déchets (BSD) sont vérifiés avant signature et contiennent les bons éléments relatifs au déchet produit : <ul style="list-style-type: none"> Identifiant du BSD selon le renommage « USID CCN- code immeuble- nom chantier », Code déchet (6 chiffres avec en plus une * pour les déchets dangereux), Dénomination du déchet (origine et nature) Quantité, Informations relatives aux terres excavées et sédiments (N° parcelle, identifiant terrain, référence analyse...), Numéros de SIRET/SIREN des transporteurs et installations de traitement et leurs coordonnées, Numéro du récépissé de déclaration pour le transporteur avec date limite de validité, Type de traitement prévu, N° de Certification Acceptation Préalable (CAP) 	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Il est important de vérifier ces éléments car le déchet peut être refusé par l'installation de traitement en cas d'erreur sur le BSD (type de déchets par exemple, CAP). Il est également important que l'ESID soit identifié comme producteur du déchet sur le CAP, tout comme sur le BSD. Pour rappel, les traitements des déchets peuvent relever de deux types d'opérations, codifiées chacune par une lettre : R (valorisation), D (élimination)
5	L'antenne BPE est informée des bordereaux de suivi de déchets (identifiant) gérés sur Trackdéchets pour son périmètre géographique.	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Afin de recenser les déchets générés mensuellement et annuellement les quantités et les types de déchets générés par USID, l'antenne BPE regroupera les données relatives aux BSD de son périmètre. Ces données seront transmis à la portion centrale BPE
6	Les justificatifs d'enlèvement et de traitement des déchets n'ayant pas été gérés sur Trackdéchets sont transmis par le titulaire au maître d'ouvrage, et par le maître d'ouvrage à l'antenne BPE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Ce cas doit être exceptionnel. L'antenne BPE transmettra les données relatives à ces justificatifs dans son registre déchets, en attendant les directives des autorités compétentes concernant le Registre National des Déchets Terres excavées et Sédiments
7	Le BPE est associé à la rédaction des nouveaux contrats ou marchés liés à des déchets	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le BPE permettra d'adapter les clauses des contrats/ marchés aux spécificités de l'opération
8	Lorsque il y a des manques en matière de traçabilité de la part des prestataires, ils sont contactés par courrier (électronique ou papier) afin de réclamer les informations manquantes	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cela prouve que le responsable de marché a réclamé ces documents dont la transmission est obligatoire par les prestataires.
9	Toutes opérations de démolition ou de rénovation significative doivent être analysées afin de déterminer si la réalisation d'un diagnostic Produits Equipements Matériaux Déchets (PEMD) est obligatoire/ pertinente	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<u>Référence réglementaire :</u> décret 2021-872 du 30 juin 2021
8	Les séparateurs hydrocarbures (SHC) et notamment ceux rattachés aux ICPE sont recensés	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La réglementation ICPE peut imposer la mise en place de SHC. Ces équipements rattachés ou non à des ICPE, doivent faire l'objet d'une maintenance régulière assurée par l'USID. A ce titre, le responsable du marché doit transmettre les justificatifs d'enlèvement et de traitement des déchets liés à ces équipements au CPE en USID.

² Code de l'Environnement

Annexe 7 :

**Processus de
réalisation du
diagnostic Produits
Equipements
Matériaux Déchets
(PEMD)**

Annexe 7 : Processus de réalisation du diagnostic Produits Équipements Matériaux Déchets (PEMD)



Légende :

(XXXX + xx) : Pilote + contributeurs
 PEMD : Produits, Équipements, Matériaux, et Déchets
 ERP : Établissement Recevant du Public
 ESID : Service d'Infrastructure de la Défense
 BPE : Bureau Protection Environnement
 CCH : Code de la construction et de l'habitation
 Prescripteur ESID : Personnel de l'ESID responsable de la réalisation conforme de l'opération

ESID/DGP/BPE/ ASC 2 MAS Laura
 Mise à jour le 25/01/2023

* L'autorité compétente de référence pour le MINARM n'a pas encore été définie. Les directives à ce sujet sont en attente.

Annexe 8 :

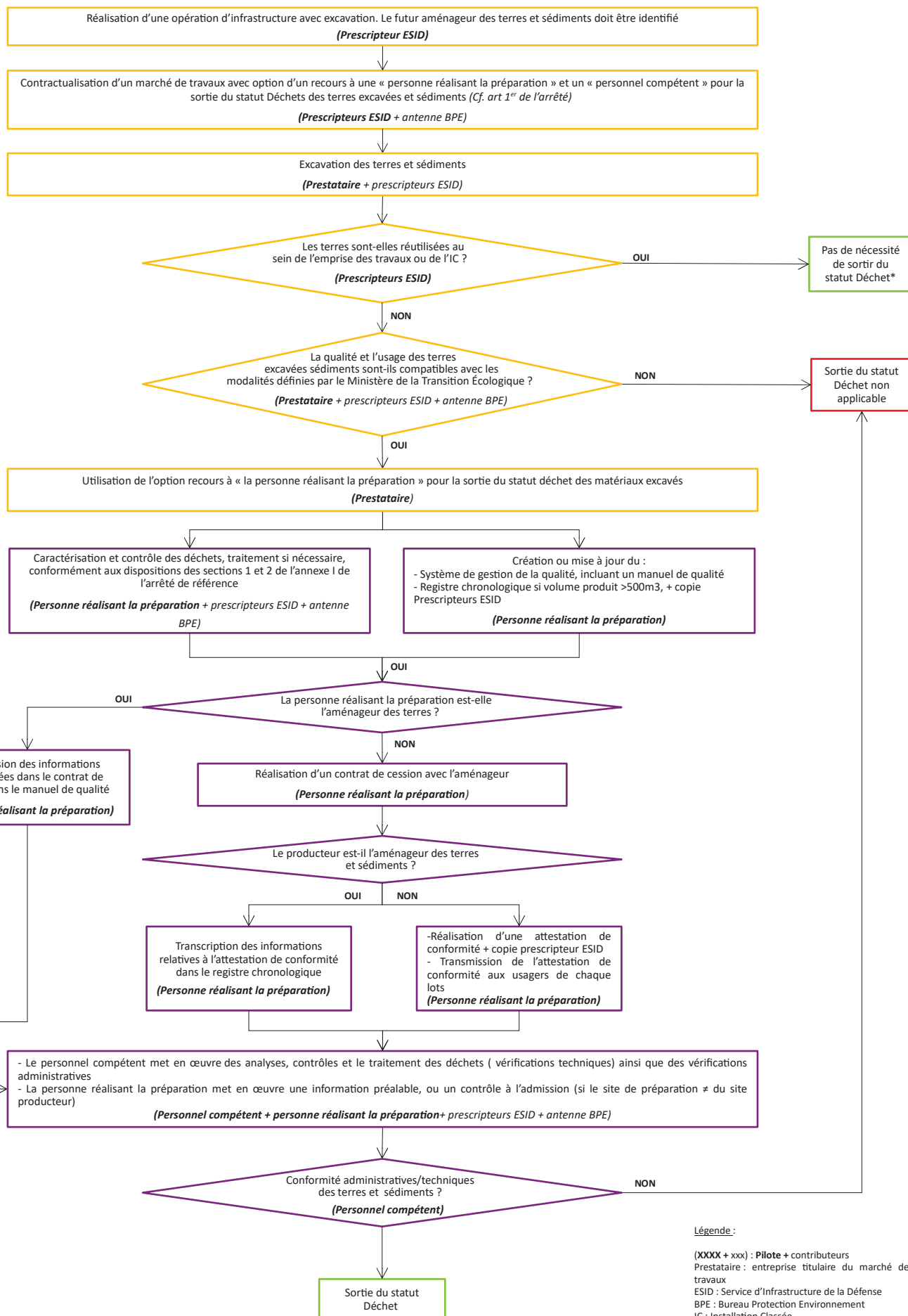
**Processus de sortie du
statut de déchet des
terres excavées et
sédiments**

Annexe 8 : Processus de sortie du statut déchet des terres excavées et sédiments

Référence : Arrêté du 4 juin 2021 fixant les critères de sortie du statut déchet pour les terres excavées et sédiments ayant fait l'objet d'une préparation en vue d'une utilisation en génie civil ou en aménagement

IDENTIFICATION DU BESOIN

CONFORMITÉ ADMINISTRATIVE ET TECHNIQUES



Légende :

(XXXX + xxx) : **Pilote** + contributeurs
 Prestataire : entreprise titulaire du marché de travaux
 ESID : Service d'Infrastructure de la Défense
 BPE : Bureau Protection Environnement
 IC : Installation Classée

* : Cependant, vérifier que l'état des milieux soit compatible avec l'usage prévu des terres. Contacter l'antenne BPE pour toutes précisions.

ESID/DGP/BPE/ASC 2 MAS Laura
 Mis à jour le 12/12/2022

Annexe 9 :

Abréviations

Annexe 9 : abréviations

Acronyme	Désignation
AGEC	Loi Anti-Gaspillage et Economie Circulaire
BSD	Bordereau de Suivi des Déchets
BSDA	Bordereau de Suivi des Déchets d'Amiante
CET	Centre d'Enfouissement Technique
DASRI	Déchet d'Activité de Soins à Risque Infectieux
DD	Déchets Dangereux
DND	Déchets Non Dangereux
DTIE	Direction des Territoires, de l'immobilier et de l'Environnement
ESID	Etablissement du Service Infrastructure de la Défense
IC	Installation classée (ICPE et IOTA)
ICPE	Installation classée pour la Protection de l'Environnement
ISDD	Installation de Stockage des Déchets dangereux
ISDI	Installation de Stockage des Déchets Inertes
ISDND	Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux
PEMD	Produits, Equipements, Matériaux, Déchets
REP	Responsabilité élargie du producteur
TECV	Transition énergétique pour la croissance verte
VHU	Véhicule Hors d'Usage